

# Maintenant

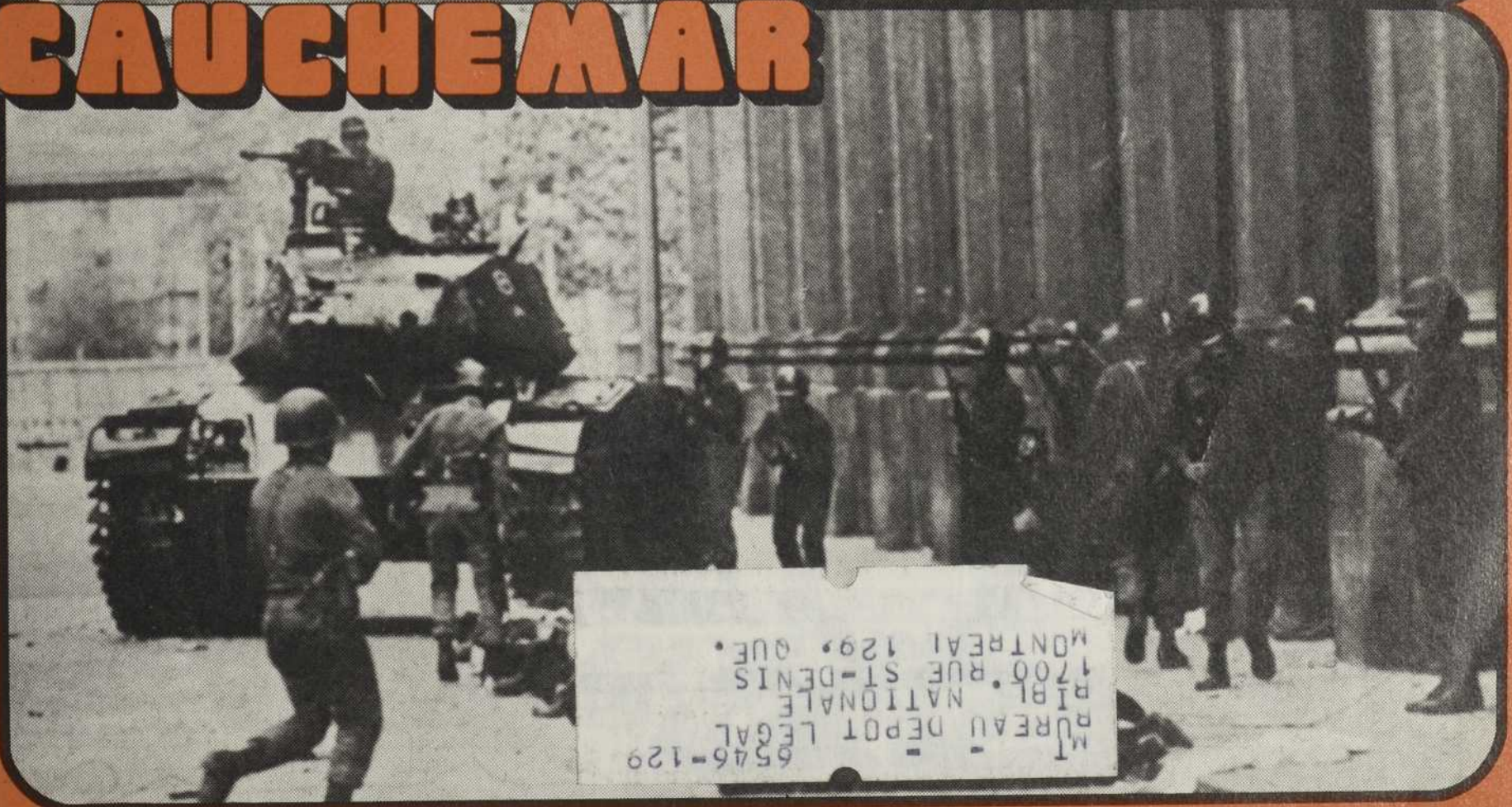
## LE CHILI

PER  
M-154

### REVE



### CAUCHEMAR



M  
BUREAU DEPOT LEGAL  
RUE NATIONALE  
RUE ST-DENIS  
1700  
MONTREAL 129, QUE.

\$1

Numéro 130

Novembre 1973

# LES

- Le thermostat de la terre
- Ces forêts qui nous font respirer
- Laser: un triomphe québécois
- Les ordinateurs parleront arabe
- Un savant québécois au 18e Siècle.

Dans l'édition de novembre 1973  
du magazine QUEBEC SCIENCE

Le magazine QUÉBEC SCIENCE

Case postale 250, Sillery, Québec G1T 2R1 / (418) 657-2426.

LE MAGAZINE  
**québec  
science**

Abonnement: 1 an / 10 numéros

- étudiant \$3.50  
 régulier \$5.00

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Je désire recevoir MAINTENANT à partir du mois de

Je choisis un abonnement: ordinaire \$7  étudiant \$5  de soutien \$10

J'inclus la somme de

Nom: *Maintenant*

Adresse:

**Envoyez  
votre formule  
d'abonnement  
aujourd'hui**

**MAINTENANT**  
2765 Côte Ste Catherine  
Montréal H3T 1B5  
(514) 739-2758

# SOMMAIRE

**novembre 1973**  
**numéro 130**

## Maintenant

Revue mensuelle publiée par LES EDITIONS MAINTENANT INC. Siège social: 775 boul. Lebeau, Montréal.

DIRECTEUR-FONDATEUR: 1962-1965  
Henri Bradet

DIRECTEUR: 1965-1972  
Vincent Harvey

DIRECTRICE:  
Hélène Pelletier-Baillargeon

SECRETAIRE DE REDACTION:  
Laurent Dupont

COMITE DE REDACTION:  
Robert Boily, Guy Bourassa, Serge Carlos, André D'Allemagne, Fernand Dumont, Laurent Dupont, Richard Gay, Jacques Grand'Maison, Michèle Lalonde, Jacques-Yvan Morin, Louis O'Neill, Hélène Pelletier-Baillargeon, Guy Rocher, Claude Saint-Laurent, Pierre Vadeboncoeur, Jean-Yves Roy.

ADMINISTRATION:  
Yves Gosselin

SECRETAIRE ADMINISTRATIVE:  
Madeleine Desrosiers

CONCEPTION GRAPHIQUE:  
Louis Charpentier

ILLUSTRATIONS:  
Claude Poirier et Serge Wilson

IMPRESSION:  
Imprimerie Montréal Offset Inc.

DISTRIBUTION:  
Les Messageries Dynamiques Inc.  
(514) 384-6401

CONDITIONS D'ABONNEMENT:  
Abonnement d'un an \$7.00  
Abonnement d'étudiant \$5.00  
Abonnement de soutien \$10.00  
N.B. Les abonnements ne sont enregistrés qu'au reçu du versement.

Résidence du Secrétaire:  
2765 Chemin de la Côte Ste-Catherine  
Montréal 250, Québec  
(514) 739-2758

Courrier de la deuxième classe  
Enregistrement no 1419  
Photo page couverture,  
en bas: Le Nouveau Observateur

---

### Le Chili après Allende

---

Liminaire  
*Robert Boily*

---

Des choses pertinentes pour le Québec  
*Une entrevue de H.P-Baillargeon avec Jean Ménard*

---

L'étrange itinéraire du Parti Démocrate Chrétien  
*Yvan Labelle*

---

"La chanson désespérée"  
*Poème de Pablo Neruda*

---

Témoignage  
*Maurice Hébert*

---

De l'intervention au Chili  
*Robert Vandycke*

---

Pas de fonds pour Allende  
*Louise Lavigne*

---

Les répercussions du coup d'Etat en Amérique Latine  
*Jorge Aviles et Daniel Gay*

---

---

### Signes du mois

---

### *Atesrisques*

---

## 1 ABONNÉ + 1 ABONNÉ = 2 ABONNÉS

Nos lecteurs ont entendu notre appel: en dépit d'autres campagnes de financement tout aussi importantes, ils n'ont pas oublié Maintenant.

**Au cours du mois d'octobre, 120 nouveaux abonnements nous ont été expédiés, dont la moitié au prix de soutien de \$10,000 ainsi qu'un don spontané de \$40.00**

C'est un début très encourageant... Mais n'oublions pas qu'à un rythme mensuel semblable nous devons cependant mettre **trois ans** à atteindre notre objectif: celui de doubler le nombre de nos abonnés. Encore un petit effort... le temps des Fêtes approche!

---

**Cantate  
à quatre voix  
pour la mort  
de  
Pablo Neruda**

par Claude Saint-Laurent

(la femme)

D'un côté ou de l'autre des Andes  
Ta voix d'algues, Pablo Neruda  
Parlait d'espérance

Au-delà des pins et des îles  
Ton verbe de fonte, Neruda  
Armait notre antique colère

Des milliers de chants sont montés  
De la mer et des pampas, Neruda  
Gonflés de ton amour

\* \* \*

Santiago se rappellera  
Et nous aussi, frères et camarades  
Ton nom, Pablo Neruda  
Père de la famille  
Nous n'oublierons pas, nous n'oublierons pas

\* \* \*

(le mineur)

Le onze septembre de l'an noir  
Mil neuf cent soixante treize  
Pablo, ton pays est mort

Le Chili du Canto Ceremonial  
Notre patrie en forme de seuil  
Gît sous l'oeil du carnassier

Les assassins en beaux costumes  
Son lourds de l'or étranger  
Ils ont laissé la tombe ouverte

\* \* \*

Santiago se rappellera  
Et nous aussi, frères et camarades  
Ton nom, Pablo Neruda  
Père de la famille  
Nous n'oublierons pas, nous n'oublierons pas

# SIGNES DU MOIS



CONJUNTO QUILA PAYUN

(le frère)

Tu as quitté ta femme et ton île  
Neruda, Gustavo a fermé la ventana  
On n'a plus entendu que le vol de l'urubu

Au charnier des généraux, Allende  
T'attend, Neruda et les sept de Iquique  
Et mille autres frères

Mais nos coeurs veillent, Pablo  
Notre haine fait des racines  
Sous la cendre des livres brûlés

\* \* \*

Santiago se rappellera  
Et nous aussi, frères et camarades  
Ton nom, Pablo Neruda  
Père de la famille  
Nous n'oublierons pas, nous n'oublierons pas

\* \* \*

(le militant)

Notre tristesse sera mauvaise  
N'attendra plus le temps des bravos  
Ni de la pitié du riche

La foi sera mortelle pour le silence  
On fermera le mur de la patience  
La flûte sera fusil, la guitare fatale

Notre Chili à toi est mort  
Non pas notre esperanza  
Non plus notre croyance, Pablo Neruda

\* \* \*

Santiago se rappellera  
Et nous aussi, frères et camarades  
Ton nom, Pablo Neruda  
Père de la famille  
Nous n'oublierons pas, nous n'oublierons pas!

PABLO NERUDA



## Ethique ou politique?

De façon générale, on accorde aux corporations professionnelles le privilège d'élaborer leur propre code d'éthique. Les corporations insistent d'ailleurs sur ce droit qu'elles estiment fondamental, alléguant qu'elles sont seules à connaître de fond en comble les rouages, les pièges et les limites d'un exercice donné. On a pu vérifier cet attachement des corporations professionnelles à leur code d'éthique, tout récemment, au Québec, alors que se sont discutés les bills 250 à 256. Non seulement les corporations tiennent-elles à formuler elles-mêmes leurs normes d'exercice, elles exigent également de voir par leurs propres moyens à l'application de ces règles de pratique. Derrière ce débat, qui paraît quelquefois fastidieux voire stérile, l'enjeu est considérable. Ou bien on abandonne à l'Etat le contrôle exclusif de la pratique d'une profession avec le risque d'ingérence qu'une telle attitude comporte; ou bien on respecte le vouloir des corporations d'assumer par elles-mêmes la qualité d'un acte professionnel donné avec le risque d'indulgence sympathique qu'entraîne cette façon de procéder. Entre ces deux extrêmes, existe un compromis: celui où le législateur formule les exigences éthiques propres à une profession et veille à ce que la corporation surveille l'application de ce code d'éthique. C'est ce qui est en voie de se dérouler ici.

### Un sage compromis

A première vue, ce compromis paraît sage. C'est, en effet, la seule manière d'assurer au consommateur de services professionnels un maximum de protection tout en maintenant pour le professionnel une certaine liberté d'action par suite de la non-ingérence politique dans les corporations professionnelles. On sait fort bien, en d'autres termes, que le consommateur de soins, ou de services juridiques, ou architecturaux, n'osera pas s'en prendre à son architecte, médecin ou avocat s'il a le sentiment que ce procès est pré-jugé. Or

tel semblait être le cas avec les corporations professionnelles vis-à-vis lesquelles nul n'avait droit de regard. Presqu'automatiquement, les corporations semblaient endosser les positions de leurs membres. Que l'Etat représente le consommateur auprès des diverses corporations ne peut donc apparaître que comme une mesure souhaitable. Certains vont même jusqu'à penser que les corporations n'ont pas, en soi, de raison d'être. Que le consommateur, par le biais de l'Etat, devrait tout régir. A cet argument, les corporations répliquent qu'elles sont des corps intermédiaires libres des engeances, politiques, dégagées du pouvoir et, seules, capables d'une réflexion sur la qualité d'un service rendu.

Cet argument des corporations est justifiable, théoriquement. En effet, devant le consommateur insatisfait, il s'agit de se prononcer sur l'adéquation d'un service à une demande, non de condamner tel individu pour sa vie personnelle ou ses options politiques.

C'est dans la pratique, toutefois, que l'on est amené à se demander jusqu'à quel point les corporations professionnelles sont vraiment dégagées de l'emprise du pouvoir politique.

**Au Chili, après le putsch du 11 septembre dernier, la junte militaire a mis sur pieds un système de "libre" dénonciation. Or une corporation professionnelle: le Collège des Médecins en a profité pour signaler à l'Etat les membres gauchisants de sa corporation.**

On ne saurait prendre connaissance de ce fait sans ressentir violemment la bassesse de la mesquinerie humaine. Le geste du Collège des Médecins chilien est hautement condamnable. On ne le dira jamais assez. Cependant, cette indignation dite, il faut pousser plus loin la réflexion. Et cette réflexion nous mène droit aux structures sociales.

## Gros plan sur deux films politiques

### Une voie exigeante

Ce qui se déroule, dans le débat sur le droit des corporations, c'est une recherche: celle d'un équilibre à inventer entre des pourvoyeurs de services, d'une part, et des usagers d'autre part. Au savoir qui permet de distribuer un service correspond un pouvoir, un prestige social. L'Etat, représentant l'usager collectivisé, formule des exigences précises, discute et remet en question ce prestige social des membres d'une corporation donnée. L'enjeu: faire évoluer une situation sociale et améliorer la qualité d'un certain type de services. Mais cet enjeu, justement, heurte souvent les susceptibilités. Le professionnel se trouve gêné de voir son exercice contrôlé sinon entravé par la présence d'un témoin aussi puissant que l'Etat. L'Etat consommateur formule des demandes qui doivent être pondérées par les corporations.

Idéalement, ce débat devrait devenir constant. Il devrait s'agir là d'un mouvement continu de discussions, d'échanges entre consommateurs et professionnels. Cependant, l'idée d'une telle continuité dynamique n'est pas sécurisante et elle est exigeante. Les choses vont "tellement mieux lorsqu'on s'entend", lorsqu'on ne se chicane plus. . . Quand le Collège des Médecins, ou le Barreau n'a pas à rendre compte de son exercice à un Etat inquiet des droits du citoyen, "tout est tellement plus facile".

Dans la réalité nord-américaine, les opposants de ce débat sont arrivés à une sorte de modus vivendi plus ou moins acceptable. On consulte son médecin le matin, son avocat l'après-midi. Au Québec, le gouvernement et les corporations sont, encore à ce jour, en train de définir les mécanismes de dialogue. Il faut espérer que, de part et d'autre, on saura se tenir debout, poser honnêtement les problèmes, les limites de chacun. Ne pas s'enivrer de pouvoir.

L'exemple du Collège des Médecins chilien est tragique. Il dit combien "ça va plus facilement lorsqu'on s'entend bien avec le pouvoir".

**Jean-Yves Roy**

### ÉTAT DE SIÈGE

Depuis *Z* qui avait connu un grand succès un peu partout à travers le monde, Costa-Gavras fait du cinéma politique commercial, c'est-à-dire un cinéma politique fait sur mesure pour le grand public. Certains réalisateurs et certains critiques condamnent cette attitude de Costa-Gavras: selon eux, il transforme la réalité objective de tel ou tel événement politique en spectacle qui, toujours selon leur point de vue, ne peut pas provoquer une véritable prise de conscience des grands problèmes politiques que vit l'humanité. En fait, Costa-Gavras connaît très bien les limites et les dangers du cinéma politique hollywoodien. La construction de son dernier film *Etat de Siège* témoigne précisément d'une prise de conscience des dangers d'un tel cinéma et des possibilités d'un cinéma plus sobre.

Pour *Etat de Siège* Costa-Gavras a fait appel à Franco Solinas à qui l'on doit avec Gillo Pontecorvo le beau et grand film politique qu'est *La Bataille d'Alger*. Cette collaboration Costa-Gravas/Solinas indiquait déjà que l'auteur de *Z* voulait réaliser un film un peu différent de ses deux grands succès qu'avaient été *Z* et *L'Aveu*. Et, effectivement, *Etat de Siège* est différent. Différent parce que moins dramatisé. Dans *Z*, par exemple, l'artifice d'une dramatisation tout hollywoodienne et proche du western (au lieu de cowboys, il s'agissait de colonels) apparaissait de façon constante. Ici la dramatisation demeure mais celle-ci est beaucoup moins poussée, moins exagérée, moins artificielle. La réalisation est beaucoup plus sobre, d'une sobriété qui s'apparente à celle du reportage. Le film prend effectivement l'allure d'un grand reportage où l'on suit les événements jour après jour, étape par étape et où les faits nous sont peu à peu révélés par différents personnages qui témoignent chacun à leur façon de ce qu'ils connaissent. Cette attitude moins dramatisante, plus journalistique et un peu plus didactique de la part de Costa-Gavras réussit en grande partie à éviter les pièges d'un cinéma politique trop commercial que ses réalisations antérieures n'évitaient pas toujours.

Cependant, parce que Costa-Gavras adopte une attitude proche de celle du journaliste, un malaise nouveau est ressenti par rapport à l'ensemble de la réalisation. D'une part, on constate que Costa-Gavras veut imprimer à son film un caractère de reportage mais, d'autre part, on sait très bien que ce reportage n'en est pas un, que Costa-Gavras fait semblant et qu'en plus il ne résiste pas à mêler à sa sobriété journalistique des trucs hollywoodiens tels que des vedettes (Yves Montand comme dans *Z* et *L'Aveu* est vedette d'*Etat de Siège*). Il y a donc à l'intérieur de la reconstitution des événements un tiraillement évident. La solution idéale serait un véritable reportage, un véritable docu-

mentaire qui comporterait en lui-même ses propres forces dramatiques. C'est à quoi songe aussi Costa-Gavras mais on sait que ce genre de documentaire politique n'est pas facile à réaliser. Pour le moment, il a donc réalisé un film à mi-chemin entre le cinéma politique hollywoodien et le reportage. Cela donne un produit un peu bâtard mais qui reste en dernière analyse plus sympathique qu'un film comme *Z* car on sent que par cette réalisation, Costa-Gavras a cherché avec plus de sincérité et d'authenticité encore à respecter fidèlement jusqu'à les faire coïncider presque, les deux objectifs qui lui sont chers: faire un film lisible pour le grand public et témoigner, avec le plus de réalisme et le plus de vérité possible, d'un problème politique grave.

Le problème politique d'*Etat de Siège* nous est présenté par la reconstitution d'un fait vécu qui a pour centre un dénommé Mitriane (Santore dans le film). Ce représentant américain, après avoir travaillé au Brésil et à Saint-Domingue, est devenu chef de la police politique et tortionnaire de l'Uruguay. Cependant, un jour, il devait être enlevé par les Tupamaros, groupe révolutionnaire, pour être interrogé et finalement exécuté. En reconstituant cet événement et surtout en faisant intervenir les témoignages "fictifs" d'un journaliste, de politiciens et d'un Tupamaros (celui qui interroge Santore) *Etat de Siège* fait réfléchir sur les méthodes employées par les Américains pour assurer l'implantation de leur impérialisme en Amérique latine et ailleurs, ainsi que sur les méthodes révolutionnaires qui cherchent à combattre cet impérialisme.

Parce que bâtard quelque peu dans sa forme, *Etat de Siège* ne peut être considéré comme une oeuvre parfaitement réussie. Cependant, il s'agit pour Costa-Gavras d'un pas important, bien que boiteux, vers un cinéma authentiquement politique et populaire à la fois, donc doublement valable à ce titre.

## RÉJEANNE PADOVANI

Le cinéma est avant tout regard. Ce regard, c'est celui du cinéaste: il passe par l'oeil de la caméra, est projeté aux quatre coins d'un écran d'où il cherche à élargir un autre regard, celui du spectateur. Ceci Denys Arcand l'a compris dès son premier long métrage. En effet, depuis *On est au coton*, Arcand a fait preuve, film après film, de ce regard lourd d'intensité qui aspire constamment à révéler et à faire prendre conscience. La conscientisation que provoque Arcand est tout d'abord politique et on sent qu'il s'agit là, pour lui, d'une préoccupation fondamentale.

Cette préoccupation est telle que, dans deux des quatre longs métrages qu'il a réalisés jusqu'ici, Arcand n'a pas craint de s'attaquer au monde même de la politi-

que. C'est ce qu'il a fait avec *Québec: Duplessis et après...* et c'est ce qu'il fait de nouveau avec *Réjeanne Padovani*. Mais cette fois-ci ce n'est plus selon le mode documentaire comme dans *Québec: Duplessis et après...* mais selon le mode fictif auquel Arcand s'était initié avec *La Maudite Galette*: une fiction qui, par des moyens différents de ceux du documentaire, vise cependant le même objectif, soit regarder le réel pour mieux le démasquer. Dans *Québec: Duplessis et après...* Arcand s'était attardé aux hommes politiques du Québec actuel et à leurs idées; dans *Réjeanne Padovani*, il examine des politiciens qui, bien que situés dans le contexte québécois, pourraient bien être d'ailleurs. D'où un certain universalisme. En outre, ce ne sont plus leurs idées qui intéressent Arcand mais bien leur comportement. Arcand, en révélant ce comportement, a voulu que *Réjeanne Padovani* soit "un film dont on sorte avec l'impression qu'on est gouverné par des fous, par des fous méchants, qui sont manipulés par des profiteurs de tous ordres" (Cinéma-Québec, Vol. 3, no. 1, p. 17-23).

La situation imaginée par Arcand et son assistant-scénariste, Jacques Benoit, fait preuve d'intelligence, d'ingéniosité et permet d'aller droit au but. C'est la suivante: Vincent Padovani, président de Padovani Paving Ltd, reçoit à souper un groupe d'amis dont son avocat, le maire de la ville, le ministre de la Voirie et son secrétaire. La soirée sera troublée par deux incidents. Tout d'abord le retour de Mme Padovani dont Vincent est séparé depuis plusieurs années et qu'on décidera d'assassiner. Ensuite la nouvelle qu'une manifestation se prépare pour protester contre le projet de l'autoroute que Vincent et ses amis, le maire et le ministre, sont en train de construire; la police alertée par le secrétaire du ministre de la Voirie effectuera une descente chez les organisateurs de la manifestation, empêchant du même coup celle-ci d'avoir lieu. Le lendemain, l'inauguration d'un nouveau tronçon de l'autoroute se fait sans heurt.

Mais la réalisation exploite-t-elle bien cette situation bien conçue? Au début du film, après l'arrivée tardive du ministre, un regard long, lent et lourd examine les convives du repas. On constate d'abord que tous ces gens, malgré leur rôle différent dans la société, forment un tout. Le maire, un ministre, son secrétaire, un entrepreneur louche et son avocat, tous sont assis à la même table, certains avec leur épouse, et tous y sont à l'aise. On voit comment Padovani remet des cadeaux à ses convives, comment il suggère que son avocat soit nommé juge, comment le ministre parle d'accorder des contrats: "pas toujours aux mêmes" dit-il en riant. On découvre aussi ce que l'on pourrait appeler la personnalité collective de ce milieu, faite d'une aisance économique, d'une tranquillité d'esprit toute bourgeoise, d'une soif plus ou moins cachée du gain, de sen-

timents artificiels. En fait, l'air d'opéra chantée par un des invités, et ce au grand plaisir du maire (une référence évidente à Jean Drapeau), traduit avec beaucoup de justesse cette personnalité collective ronflante, tout à son aise dans les salons, mais qui a du mal à cacher le vide béant qui la constitue. Arcand excelle dans ce tableau de groupe: son regard bien maîtrisé cherche à ne rien oublier et épouse dans son rythme même la vie interne du milieu qu'il fixe. La caméra cependant quite régulièrement le salon-salle à manger et descend au sous-sol pour "regarder" le comportement d'un autre groupe, inférieur il va sans dire, d'où sa place au sous-sol. On y trouve le chauffeur du ministre, les policiers au service du maire, les hommes et les femmes au service de Padovani. A ce niveau aussi la pègre se mêle aux représentants de l'ordre. Leurs conversations sont révélatrices d'eux-mêmes mais souvent aussi de leurs maîtres qui mangent à l'étage au-dessus. Ce long début est saisissant parce qu'il a la froideur, la nudité, la distanciation d'un regard d'analyste qui examine son laboratoire humain.

Mais à partir du moment où des événements se produisent (le retour de la femme de Padovani, l'annonce d'une manifestation) la réalisation d'Arcand devient peu à peu très malaisée et ne sait plus se défaire d'une lourdeur qui maintenant lui nuit. Arcand voudrait dramatiser tout en restant à l'intérieur d'un regard, mais il ne sait pas comment s'y prendre. Conséquemment, c'est précisément au moment où les personnages commencent à agir vraiment que la réalisation commence à se perdre. Aussi les significations du film, soient celles obtenues par la révélation des divers comportements placés en situation, s'estompent-elles. On constate alors que *Réjeanne Padovani*, sans doute à cause d'un effort très sérieux de clarté et de précision au point de départ, dit finalement trop peu. Le fond aurait dû être beaucoup plus fourmillant.

Ce n'est que dans la dernière séquence que le film retrouvera la consistance du début. Après l'inauguration d'un nouveau tronçon de l'autoroute, M. Padovani roule en limousine en compagnie de l'épouse du secrétaire du ministre (devenue depuis le repas de la veille, sa maîtresse) et regarde les maisons en démolition le long de sa voie rapide, — le tout avec l'opéra du début comme accompagnement musical. Cette scène est à retenir dans une anthologie du cinéma québécois pour sa richesse d'évocation: de la part de M. Padovani le mépris, le pouvoir et la tranquillité d'esprit, et, de la part d'Arcand, une condamnation terrible.

Il est malheureux que ce premier film politique québécois apte à rejoindre le grand public s'écroule en son milieu, alors que son début et sa fin sont si réussis.

**Richard Gay**

# À TES RISQUES

## Le passé dans la rue

"Notre maître le passé", la formule chère au grand historien, en son temps nous a-t-elle assez fait jeter les hauts cris! Longtemps, nous avons eu droit aux autodafés vengeurs d'une histoire-apologétique à laquelle les bandes dessinées de Bergeron ont répondu plutôt bêtement. . . Puis voilà apparaît aux devantures des libraires une foison de livres historiques qui se vendent comme des petits pains et que Victor-Lévy Beaulieu a recensés il y a quelques mois dans *le Devoir*. Mais l'engouement pour l'histoire déborde le livre et rejoint présentement des niveaux populaires de culture: le cinéma de masse avec les *Arpents de Neige* et *Kamouraska*, le disque avec les éblouissantes *Turluterias* baroques d'André Gagnon, la décoration intérieure avec le jeune magazine québécois *Décormag*, le livre de poche avec les Encyclopédies du meuble et de la maison québécoise. Et c'est là la nouveauté captivante du phénomène: l'Histoire sort désormais de l'Université pour courir les rues en jupons. . . Qui sait quelles filiations inespérées elle pourrait aller réveiller en turlutant ses refrains oubliés?

H.P.-B.

## Les hommes de bonne volonté

M. Jean Pellerin est d'une bonne volonté rare. On le retrouve aussi serviable et sincère comme homme de droite qu'il l'avait été comme homme de gauche. C'est un brave type, c'est sa constante, un cœur d'or, une âme sans vanité; fidèle, à part ça, comme on ne l'est plus.

Quand un homme semblable change d'idée et même de camp, je suis prêt à parier que c'est à peine s'il s'en rend compte: le cœur reste le même et il l'a sur la main. On n'a pas idée d'une candeur pareille. Cela traverse le ciel et l'enfer sans s'en apercevoir.

Il y avait de l'équivoque dans CITE LIBRE. L'histoire a confirmé qu'il y en avait beaucoup. CITE LIBRE comptait des hommes de gauche qui n'étaient pas à droite, mais qui n'étaient pas à gauche non plus. . .

Le principe des variations de M. Pellerin selon son dévouement toujours égal et désintéressé, c'est l'esprit de CITE LIBRE. Une même ambivalence explique aussi bien la théorie finale, dite politique fonctionnelle, et le glissement à droite du groupe, qu'elle explique M. Pellerin transportant sa bonne nature. Les autres ont emballé leurs idées dans leur nouveau local; M. Pellerin, lui, a tout bonnement déménagé ce qu'il avait: son innocence. . .

P.V.

## C'est si sorcier. . .

Une grande firme américaine complétait récemment une enquête sur l'efficacité de nos structures hospitalières. Et elle a découvert, cette firme, que ce qui entravait le plus les desseins d'efficacité, c'était l'esprit de charité qui habitait encore quelques racoins de nos murailles hospitalières. Elle a donc suggéré au gouvernement que toute charité disparaisse de ces lieux.

Le prix des repas devra désormais ressembler au prix des repas dans une institution non charitable. La gratuité du stationnement doit cesser immédiatement.

Mais il y a plus: dans ces grandes boîtes qu'on appelle hôpitaux, les gens parlent trop. Les infirmières parlent au patient. Le patient, au docteur. Le docteur cause avec le personnel. Vraiment, tout ce babillage restreint plus qu'on ne croit ce qui se nomme le rendement. Désormais, ce sera silence, à l'hôpital. Un silence efficace.

Moi, je m'étonne toujours qu'on demande de telles enquêtes à des firmes étrangères. Alors que des gars bien de chez nous auraient pu facilement nous dire la solution. Pour que l'hôpital marche bien, il suffit que les médecins médecinent, que les infirmières infirment et que l'ordinateur ordonne.

J.-Y.R.

## Raminagrobis

Je raisonne comme ceci: si M. Claude Ryan, lors des dernières élections, avait pu prendre une position, ce qui s'appelle prendre une position, c'eût été un événement, une révolution pour ainsi dire, et par conséquent il l'aurait fait de bonne heure. On sait comment il a "évolué", au cours du mois. Une évolution fautive, comme le personnage, et pour donner le change: M. Ryan aboutit toujours, après d'amples circonvolutions, à son point de départ. Campé comme un homme de recherche, il finit inmanquablement par trouver ce qu'il cachait. . . Il a donc parlé une fois de plus comme un prélat, à son heure, pour exprimer, tout à fait comme un évêque, l'opinion la plus moche.

Après force distinctions, bien entendu: cela fait partie du cérémonial de ses simagrées préparatoires et propitiatoires. A cause du cérémonial, il y a des gens pour croire qu'il médite: c'est là tout le fond de sa réputation. Or, il est comme un chat: il ne médite pas, il prémédite.

P.V.

# LE CHILI APRÈS ALLENDE



DEPARDON — GAMMA (I.C.I. No 441)

## TESTAMENT POLITIQUE DE SALVADOR ALLENDE

( . . . ) L'Amérique Latine est un volcan en éruption. Les peuples ne peuvent continuer de mourir au lieu de vivre. Dans ce continent: 120,000,000 d'illettrés ou presque, 19,000,000 de logements à construire, 70% de la population souffre de malnutrition.

Tous ces peuples souffrent du chômage, de la faim, de l'ignorance, de la misère morale et physiologique. Ils n'ont d'autre possibilité que de lutter pour conquérir leur indépendance économique et politique.

Viendra un jour où l'Amérique Latine aura une voix de continent, une voix de peuple uni, une voix qui sera respectée et écoutée parce que ce sera la voix d'un peuple maître de son destin.

Le mouvement social ne disparaît pas lui-même parce qu'un dirigeant disparaît. Il peut être retardé. Il peut se prolonger mais, en fin de compte, il ne peut pas s'arrêter.

Si on m'assassine, le peuple poursuivra sa route avec la différence que les choses seront peut-être beaucoup plus difficiles, beaucoup plus violentes parce que les masses apprendront une leçon objective très claire: c'est que ces gens-là ne s'arrêtent devant rien.

# LIMINAIRE

*“La leçon est que chaque peuple possède sa réalité propre et que face à cette réalité, il doit agir. Il n’y a pas de recette”.*

Salvador Allende.

Ce sont fondamentalement les mêmes raisons qui, en juin 1971 nous amenaient à consacrer un numéro de *Maintenant* au Chili, nous poussent à y revenir. En 1971, il y avait la conviction qu’en lui-même, l’événement important qui se jouait sur cette lointaine côte d’Amérique latine justifiait qu’on s’y arrête. Aujourd’hui, le renversement par la force d’un gouvernement légitimement élu, dans un pays reconnu jusque-là pour ses comportements démocratiques, la sauvage répression de militants, d’hommes publics et de citoyens se doivent de retenir notre attention. Il y avait aussi, au moment du numéro de 1971, la profonde conviction que l’expérience chilienne intéressait au plus haut point tout peuple, tout groupe qui souhaitait parvenir à la possibilité de réformes structurelles au plan économique et social en empruntant, parallèlement à l’enracinement à la base, la voie électorale et le respect de la légalité existante.

Toujours acculé dans le passé à agir en dehors de la légalité existante, et comme tel plus facilement combattu, le socialisme pouvait, dans une victoire électorale fidèle aux règles du jeu établi, jouir d’une double légitimité populaire et constitutionnelle. La première pouvait constituer le fondement et l’appui des changements futurs, la deuxième modifiait la problématique jusque-là existante. C’étaient, en effet, les forces de réaction intérieures et extérieures qui se devaient, dorénavant, de respecter les règles politiques et électorales qu’ils avaient établies et utilisées pour protéger leur pouvoir ou alors, ces mêmes forces n’avaient d’autre choix que de se situer ouvertement en dehors de la légalité et de se démasquer dans un assaut contre le peuple.

Aujourd’hui, nous nous trouvons confrontés à une réalité que nous pouvions prévoir: cet assaut contre le peuple a eu lieu. Cet assaut a eu lieu par suite de la collaboration étroite des forces conservatrices chiliennes et de celles du capitalisme international. On peut penser que tout ce qui s’est passé et ce qui se passe était prévisible.

Pourtant, dans cette victoire de la répression, la problématique mise en place par la voie chilienne continue de jouer. C’est par la force et dans l’illégalité que le pouvoir a été repris. C’est par l’annulation de toutes les libertés maintenues par l’Unité Populaire que le pouvoir est conservé. Tout au bout, à plus long terme, le rapport de forces sera plus clair dans ce pays où les masques continuent de tomber. Le mythe de l’armée respectueuse de la légalité ne tient plus. Ce sont les solidarités de classe qui ont joué. L’armée, “respectueuse de la volonté populaire”, torture le peuple. Le capitalisme chilien, qui longtemps avait pu entretenir l’image d’une bourgeoisie nationale au service de la prospérité du peuple, s’est retourné ouvertement contre le peuple. L’Église, à travers des chrétiens et des membres de sa hiérarchie, laisse elle aussi apparaître des solidarités qui ne relèvent pas de l’appartenance communautaire de foi. Frei, principal porte-étendard de la Démocratie chrétienne avait tenté de faire croire à la possibilité de grands changements sociaux sans affrontement de classes. Il fait aujourd’hui partie de ceux qui appuient sans réticence la junte militaire. Menacés dans leurs privilèges, les possédants ont tout fait pour saper l’ordre public, l’économie, le climat social. Ils ont utilisé les institutions au-delà de leurs finalités. Ils n’ont pas voulu prendre le risque d’un autre affrontement électoral. Il fallait agir avant. Ils ont agi, calmement, froidement, efficacement.

Pour nous du Québec qui avons suivi cette expérience en nous sentant sans cesse concernés par cette tentative de libération nationale et de transformation sociale et économique, il nous faut, au-delà de l’émotion, analyser de plus près ce qui s’est réellement passé. Avant de condamner ce qui s’appelait “la voie chilienne”, il est nécessaire d’examiner l’impact réel de tout ce qui a été fait, afin de mieux comprendre et de mieux agir ici en fonction de notre propre contexte. Les divers textes qui suivent constituent autant de matériaux rassemblés pour permettre au lecteur d’amorcer une telle réflexion.

Robert Boily

PHOTO M. ELLIOTT



# des choses pertinentes pour le québec

Une entrevue  
avec Jean Ménard  
du Comité Québec-Chili

par Hélène Pelletier-Baillargeon

*Formé trois jours après le coup d'Etat du 11 septembre à Santiago, le comité de solidarité Québec-Chili fonctionne depuis le Centre de Formation Populaire situé au 1750 rue St-Denis. Militants des trois centrales syndicales, membres de groupes populaires régionaux, bénévoles de toutes provenances y travaillent jour et nuit dans une hâte fébrile: tout mettre en oeuvre pour sauver, s'il en est encore temps, les milliers de vies humaines menacées au Chili par les exécutions sommaires, les razzias et les tortures de la junte militaire. Au comité, on estime jusqu'à ce jour à plus de 35,000 morts les victimes du coup d'Etat. Jean Ménard, prêtre des Missions Etrangères, dix ans de Chili derrière lui, en est l'un des animateurs.*

**Maintenant:** Une chose est frappante pour l'opinion publique, c'est l'unanimité de jugement portée jusqu'à présent par les missionnaires québécois qui rentrent du Chili touchant la valeur de l'expérience Allende. Leur solidarité envers un régime socialiste d'inspiration marxiste ne leur pose aucun problème. Pouvez-vous nous expliquer cette évolution, chez un même homme, depuis la mission évangélisatrice jusqu'à l'action révolutionnaire?

**Jean Ménard:** Tout au long de mes études, je croyais m'être préparé très immédiatement au travail d'éducation populaire qui m'attendait. J'avais touché à l'éducation des adultes, aux sciences sociales et politiques, à la psychologie, enfin. En Europe, tout

en approfondissant des problèmes d'anthropologie biblique (la résurrection du Christ, etc. . .) j'avais observé de près la situation palestinienne, puis la situation de la Grèce, de la Russie.

Mais ce n'est vraiment qu'après avoir plongé au coeur des problèmes quotidiens des Indiens, puis des quartiers populaires des travailleurs chiliens que je me suis trouvé "embarqué". Selon moi, **dès qu'on se solidarise vraiment avec les pauvres, l'éducation populaire devient de l'éducation politique et, au Chili elle débouche aussitôt sur l'action révolutionnaire.** Ce sont trois étapes d'une logique implacable. Quand on les a franchies, on développe des types tout à fait nouveaux de perception: c'est



En Amérique latine ces prophètes s'appellent Helder Camara

un phénomène irréversible. **Autrefois, être missionnaire, pour moi, ça signifiait quitter un pays riche pour aller dans un pays pauvre. Aujourd'hui, ça signifie me désolidariser des privilèges de ma classe et de ma culture pour faire corps avec l'espoir des classes pauvres et démunies.**

**Maintenant:** L'expérience vous aurait donc appris qu'il est impossible, même pour un chrétien, d'échapper au schéma de la lutte des classes?

**Jean Ménard:** Marx et Freud ont bien établi qu'on n'échappe pas à sa classe et que notre comportement n'est jamais aussi individuel qu'on le croit. Nous sommes marqués par l'éducation de notre classe et par le type de relation que nous entretenons avec les moyens de production. Est-ce anti-évangélique que de le reconnaître? Je ne le crois pas. **Pour un chrétien révolutionnaire ce n'est pas le riche qui est mauvais, c'est le système qui le fait vivre.** Jésus-Christ, dans l'Évangile, n'agissait pas autrement: il sentait peser sur lui, avec le pauvre et comme le pauvre, la violence du pouvoir. **Le chrétien révolutionnaire n'échappe pas au devoir de pardonner et d'aimer, mais il le fait différemment car la libération des pauvres connaît des lois exigeantes.**

Depuis des siècles, l'Église hiérarchique s'est tenue du côté du pouvoir et des riches. Aujourd'hui, des prophètes se lèvent: ils nous annoncent une mutation profonde qui pourrait nous ramener aux premiers siècles de l'Empire romain, à l'époque où les premiers chrétiens étaient solidaires des esclaves et des "sans droits" de la société. En Amérique latine, ces prophètes s'appellent Helder Camara, évêque de Recife, Mendès Arceo de Cuernavaca, dom Frago et tous ces évêques du "triangle de la faim", dans le nord-est du Brésil, qui viennent de signer un document assimilable, aux yeux de plusieurs, à un instrument révolutionnaire et marxiste.

**Maintenant:** Cette lutte des classes, comment l'avez-vous senti à l'oeuvre dans l'évolution des positions de l'Église du Chili?

**Jean Ménard:** En dix années de présence au Chili, j'ai été témoin d'une évolution considérable. Avant 1961, je voyais bien une sorte d'*Église-pour-les-pauvres*, mais pas une *Église-du-côté-des-pauvres*, ce qui est bien différent! Puis sont apparus quelques événements à portée symbolique importante. Par exemple lorsque Mgr Manuel Llarain, évêque de Talca, a donné ses terres (au Chili, on parle d'un petit "fundo") pour servir

d'expérimentation à la réforme agraire. C'est là que Jacques Chonchol, qui sera plus tard l'artisan de cette réforme au Chili, y a fait ses premiers essais après en avoir entrepris d'autres à Cuba avec René Dumont et d'autres encore, plus limités, sous le gouvernement d'Eduardo Frei.

**Mais c'est vraiment sous Allende que la lutte des classes est entrée dans l'Église et qu'elle s'y est manifestée ouvertement.** Dans l'Église du Chili, il y avait toujours eu une frontière de classes (implicite mais évidente!) entre le haut et le bas clergé, mais l'Église dans son ensemble était solidaire des riches. Ainsi, au début du siècle, n'entraît pas au séminaire qui voulait: il fallait à l'aspirant faire la preuve du conservatisme politique de ses parents et un fils de "gauchiste" n'avait aucune chance d'être admis. Sous Allende, les deux tendances politiques se retrouveront dans les séminaires.

**Ce sang nouveau dans le clergé chilien se met aussitôt à questionner assez durement l'élaboration de la théologie européenne alors en vogue. Cette théologie, issue du personnalisme, demeure somme toute assez tributaire du capitalisme et de l'instinct des classes bourgeoises.** Dès lors une fraction importante des membres de l'Église chilienne se manifestent ouvertement du côté des travailleurs et adoptent leurs points de vue fussent-ils marxistes.

Du côté de l'épiscopat, dont les membres sont issus des classes bourgeoises, l'option se fait généralement en faveur de la démocratie chrétienne. Mais du côté des prêtres engagés avec les travailleurs, les divisions s'accroissent de plus en plus.

**Maintenant:** Les évêques chiliens se sont-ils ouvertement opposés au régime Allende?

**Jean Ménard:** Le régime Allende étant élu démocratiquement, l'épiscopat ne pouvait s'y opposer ouvertement et les chrétiens reçurent implicitement, en 1970, le feu vert pour voter marxiste s'ils le voulaient. **L'épiscopat, généralement démocrate-chrétien, croyait préférable d'éviter l'affrontement et de préparer en**

**douce le retour de Frei.** . . . Triste stratégie qui sous-estimait la conscience des travailleurs et leur sentiment de dignité!

**Maintenant:** Comment alors l'épiscopat réagit-il à la division du clergé dont vous venez de parler?

**Jean Ménard:** Si les membres du clergé qui oeuvraient dans les milieux de l'éducation avaient naturellement tendance à épouser les conceptions bourgeoises de la démocratie chrétienne (c'étaient naturellement les conceptions de leurs élèves et des parents de leur élèves), **par contre, les membres du clergé affectés à la pastorale ouvrière sont brutalement réveillés par le haut niveau de conscience politique des gens qu'ils sont censés "éduquer"**.

Sous Allende se fonde donc le *Mouvement chrétien pour le socialisme*. Au début, le mouvement est "dans le vent". . . Mais bientôt, des attaques insidieuses se manifestent: des prêtres de valeur sont retirés un à un par leurs supérieurs. La riposte ne tarde pas: quatre d'entre eux refusent ouvertement l'épiscopat. En 1972 le M.C.S. réunit en congrès plus de 400 chrétiens prêtres, religieux et laïcs de toute l'Amérique latine ainsi que de nombreux observateurs européens, américains et québécois. Son audience est déjà très forte. Devant l'ampleur de la manifestation l'épiscopat se souvient à juste titre de la désastreuse maladresse du Syllabus de 1886 où tous ceux qui tentaient d'incarner leur foi dans une nouvelle vision du monde s'étaient trouvés condamnés en bloc. Il cherche donc adroitement à formuler une condamnation précise mais n'y réussit pas. Aucun ordre ne sera donc donné aux prêtres de quitter le M.C.S. car l'épiscopat sait bien qu'il risque de voir se soulever les quartiers populaires de Santiago où les prêtres étaient désormais bien enracinés (des 79 qu'ils étaient avant le coup d'Etat, 3 seulement seraient encore en liberté et présents à leur poste, nous apprend-on).

**Maintenant:** De quel ordre sera donc ce rapprochement et cette collaboration entre chrétiens et marxistes au sein du M.C.S.?

**Jean Ménard:** Ce rapprochement n'a rien **des formulations intellectuelles d'un Garaudy**, par exemple. Ce n'est pas non plus **un simple rapprochement tactique** mais je dirais plutôt que c'en est un **stratégique**. Chrétiens et marxistes s'entendent sur la fin et le but à atteindre, c'est-à-dire la libération des peuples opprimés. Les deux parties acceptent de mettre temporairement entre parenthèses des questions comme l'au-delà et de travailler au-dessus de ces parenthèses. A la morale collective de Marx, les chrétiens apportent une tradition de respect très grand pour la personne.

Il y a, selon moi, une voie d'avenir à signification prophétique dans ce rapprochement: pensez à ce que signifie un mouvement comme le M.C.S. qui regroupe environ 500 prêtres militants, 250 religieuses, 250 laïcs mobilisant à eux seuls des dizaines de milliers de personnes dans un des pays d'Amérique latine à plus faible taux de pratique religieuse! Car au Chili, ne l'oublions pas seuls les riches fréquentent l'église, c'est-à-dire 8% environ de la population. Les autres s'y présentent trois fois dans leur vie: pour le baptême, le mariage et les funérailles. . .

**Maintenant:** Et aujourd'hui, en octobre 73, comment qualifieriez-vous l'évolution de l'épiscopat face aux récents événements?

**Jean Ménard:** Il y a eu certes une évolution énorme entre la condamnation virulente du marxisme de 1964 et le feu "vert-orange" de 1970. . . Et ce phénomène me semble irréversible.

**Certes l'ensemble des évêques a péché par une énorme naïveté: démocrates-chrétiens pour la plupart, ils pensaient assister à un mini-coup d'état bien contrôlé et se retrouvent dans l'horrible rôle de l'apprenti-sorcier.** Ils savent bien que 65% du peuple est désormais en guerre contre un 35% de patrons et que les conséquences de cette guerre les dépassent. Ils sont bouleversés par ces purges sanglantes qu'ils ne souhaitaient pas mais que les démocrates-chrétiens ont contribué involontairement à provoquer.

Au Chili, il est trop tard désormais pour les appels à la réconciliation. L'opinion internationale va peut-être réussir à sauver quelques grandes têtes d'affiche du mouvement communiste, **mais dans les "poblacion" et les campagnes, ce sont les anonymes animateurs locaux que la junte assassine par milliers: la présidente du Centre maternel, le directeur du Comptoir alimentaire, l'instituteur d'école.** . . . Même l'armée chilienne n'a plus le contrôle des purges: dans son dos, elle a des mitraillettes des escadrons de la mort brésiliens et ce sont tous les régimes de droite des environs, Bolivie, Brésil, Uruguay, qui rappellent pour régler leurs comptes à leurs propres ressortissants activistes réfugiés au Chili (ils sont plus de 15,000). **Des Chiliens vont donc liquider leurs frères pour le compte du Pentagone. . . Voilà le bilan terrible de la triste stratégie des "freiistes", quelques membres de l'épiscopat catholique compris: on bombarde déjà au napalm des "poblacion"**.

Les Chiliens sont donc en état de légitime défense et ils vont se battre. Dans son opposition passionnée à la violence, Allende avait peut-être eu tort de refuser au M.I.R. (mouvement de la gauche révolutionnaire) le feu vert pour armer le peuple en vue de sa défense: les pertes seront lourdes avant que le maquis ne réussisse à s'organiser. Mais désormais, la violence est installée pour longtemps, deux ans au moins. Car ce qui vient de se produire est anti-constitutionnel et anti-culturel pour les gens hautement politisés que sont les Chiliens. . . **Quand Mgr Roy était aumônier en chef des forces armées, sur les champs de bataille européens, il ne posait pas à sa conscience le problème de la lutte au fascisme en termes de violence mais en termes de légitime défense.** Les évêques chiliens sont dans la même situation: leurs fidèles sont menacés dans leurs vies et dans celles de leurs familles.

L'armée chilienne (la marine plus particulièrement) ayant pris soin d'épurer les éléments les plus engagés de ses propres rangs, avant le coup d'Etat, la solidarité nationale n'a plus aucune chance de jouer avant fort longtemps.

**Maintenant:** Vous avez dit en début d'entrevue: "Il se passe au Chili, des choses pertinentes pour le Québec". Pourriez-vous établir ici les parallèles auxquels vous pensiez?

**Jean Ménard:** Ce qui se passe au Chili va peut-être radicaliser brutalement bien des militants québécois. Combien seront tentés de conclure: la voie pacifique d'Allende était vraiment sans issue. . . La droite possédante, partout dans le monde, répond et répondra toujours par la violence à la moindre velléité sérieuse de libération. Et les parallèles sont tentants à établir. **Parallèle entre l'organisation syndicale et communautaire du mouvement ouvrier québécois et du mouvement ouvrier chilien.**

**Parallèle entre le motif évoqué par les auteurs du coup d'Etat chilien et ceux de la loi des mesures de guerre pour le Québec en 1970, à savoir: le risque d'insurrection appréhendée!** Or de même que nul chez les indépendantistes ne songeait à la guerre civile au Québec en 1970, de même Allende freinait-il constamment le M.I.R. qui, au contraire sentait venir le coup et proposait d'armer les masses ouvrières pour assurer leur défense.

**Parallèle enfin entre la présence obsédante des sociétés multinationales comme I.T.T. dans les deux pays.** I.T.T. était de toutes les tentatives manquées de renverser le gouvernement d'Allende: nous fera-t-elle croire qu'elle était absente de la tentative réussie? Or I.T.T. est également présente au Québec: sur la Côte Nord, par exemple, d'où elle ne sera pas facile à déloger. Or ces sociétés sont les ennemies acharnées de la solidarité de tous les travailleurs, car il leur faut diviser les masses pour étayer leur empire financier.

Or il faut faire comprendre aux Québécois qu'ils auront tôt ou tard à subir des provocations qui sont fonction de leur situation géographique et fonction des argents américains investis sur leur territoire. **Et ces provocations, elles viseront tout ce qui est tentative d'éducation populaire et de regroupement des travailleurs** depuis des initiatives très simples comme les comités de citoyens ou COOPRIX. Regardez le travail qu'ac-

complissaient un Michel Beaubien et les missionnaires québécois expulsés du Chili: du simple travail d'éducation populaire dans des organisations de quartiers ouvriers. Rien de plus. Mais aux yeux de la droite: rien de moins! Car un peuple politisé, pour eux, c'est la fin de leurs privilèges d'exploitation facile. . . Alors on frappe au bon endroit!

Les Québécois doivent lire, relire et méditer l'*Alternative* de Garaudy. . . **Bien sûr la grille marxiste ne s'applique pas telle quelle au Québec puisque le capital, ici, n'est qu'une infime partie aux mains de la petite bourgeoisie québécoise. Au Québec ce sont les Américains et les Anglo-Canadiens qui détiennent le pouvoir économique.** Il faut donc faire des réajustements nécessaires de lecture.

**Maintenant:** Dans cette optique, quel travail entend entreprendre le Comité Québec-Chili?

**Jean Ménard:** D'abord, 1) un travail d'information et d'éveil de l'opinion québécoise concernant les événements du Chili et le rôle équivoque que joue en ce moment le gouvernement canadien.

2) Une levée de fonds considérable pour venir en aide au mouvement des travailleurs chiliens qui regroupe des militants syndicaux en exil. Toutes les tendances politiques se retrouvent chez ces travailleurs coupables du seul crime d'affiliation syndicale. Il y a parmi eux (un à deux millions) des marxistes, des chrétiens socialistes, des démocrates-chrétiens, etc. . . Pour leur venir en aide, il nous faut \$25,000. à \$50,000.

3) Un service d'accueil pour les exilés politiques: il y a en ce moment au Chili des intellectuels, des savants, des hommes politiques de réputation internationale que seules les pressions de l'opinion mondiale pourraient réussir à sauver de la torture et de la mort. **L'ambassade canadienne, cela est très grave, ne joue pas à Santiago le rôle d'accueil qu'elle devrait.** Il faudrait dans toutes les villes et villages du Chili, que la Croix-Rouge ouvre rapidement des

bureaux-refuges. . . sinon la nation sera décapitée d'ici quelques mois.

**Maintenant:** En conclusion, comment entrevoyez-vous l'avenir sombre qui s'offre désormais au peuple chilien?

**Jean Ménard:** Quoiqu'on dise, ce qui a été semé par Allende ne peut être déraciné complètement. Il y a au Chili environ 200,000 militants communistes, 100,000 militants socialistes, plus de 10,000 militants M.A.P.U. (mouvement d'action populaire unitaire) et de la gauche chrétienne prêts à aller jusqu'au bout du combat. Il faudrait les exterminer tous! A mon sens, nous sommes là en présence d'un phénomène historique irréversible.

Certes, une bataille a été perdue, mais la guerre, elle, ne l'est pas. **Car la force et le génie d'Allende c'était sa inébranlable dans l'évolution les masses. Allende possédait une immense patience historique! Or ce foi d'Allende, elle recevait sa confirmation dans cette même patience extraordinaire du peuple qui accepte de faire la queue, des nuits durant la porte des magasins d'alimentation quand le gouvernement était aux prises avec des problèmes aigus de rationnement provoqués par la droite. **Le peuple portait lui aussi, en toute dignité, sa part du fardeau et Allende sentait que cet appui plein de dignité et d'intelligence était le fruit d'une longue et irréversible prise conscience politique.** Et c'est ce qui est toujours vivant au Chili. C'est de cela que le Québec est encore trop éloigné et c'est à cela seulement qu'il faut travailler sans relâche. Comme Allende, il nous faut être très patients et. . . très bien organisés. . . ●**

*N.D.L.R. Le Comité Québec-Chili, 1 rue St-Denis (2e étage) Montréal. 734-842-7370, invite tous les travailleurs à fréquenter eux aussi dans leurs usines, leurs écoles, ou leurs quartiers, des comités semblables et à faire parvenir au Comité central leurs dons en argent ou les noms et adresses des foyers capables d'accueillir au besoin, des réfugiés politiques chiliens.*

# L'étrange itinéraire

## du parti démocrate chrétien

par Yvan Labelle

Département de Sociologie  
Université Laval

Au moment où les militaires chiliens viennent de supprimer tous les partis politiques, il peut sembler curieux et vain de parler de l'itinéraire d'un d'entre eux, le Parti Démocrate Chrétien (PDC).

Il ne s'agit pas de chercher un bouc émissaire pour les malheurs que vivent encore les classes populaires chiliennes. Et, surtout pour un étranger, il ne s'agit pas de distribuer les responsabilités pour ce qui vient de se passer.

Mais il s'agit d'examiner ce qu'a donné l'expérience politique de nombreux chrétiens. Expérience qui a duré plus de quarante ans. Un grand nombre de chrétiens ont donné de leur temps, de leur énergie, et récemment leur vie pour s'être engagés dans la vie politique de leur patrie. Un grand nombre d'entre eux ont été trahis par le parti qui les avait éveillés à cette vie politique.

### De "Rerum novarum" au coup d'Etat: 40 ans d'évolution

Ici beaucoup de citoyens ont été surpris des déclarations répétées du président du Parti Démocrate Chrétien, Patricio Alwin et du sénateur Eduardo Frei du même parti, qui reconnaissent le bien fondé du coup d'Etat militaire. Cependant, pour l'observateur attentif de la vie politique chilienne il n'y avait là rien de bien surprenant.

Car ainsi le PDC chilien, à travers surtout la figure d'un de ses fondateurs (Frei), revenait à une de ses inspirations originales. Le PDC a ses origines dans les années trente, dans les encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno* mais aussi dans les mouvements de l'époque en Espagne, en Italie et en Belgique (Phalangisme, fascisme et rexisme). Un petit groupe de jeunes du vieux parti conservateur (pro-catholique et à la vieille bourgeoisie nationale très proche encore en bonne part des grands intérêts terriens) formera ainsi la *Phalange* nationale. En 1938 ce mouvement deviendra parti politique. En 1946 une autre scission du parti conservateur donnera jour au *Parti Social Chrétien* qui, s'unissant à la *Phalange* pour former la *Fédération Sociale Chrétienne*, deviendra en juillet 1957 le *Parti Démocrate Chrétien* du Chili. L'idéologie du nouveau parti sera un mélange de paternalisme conservateur cuisiné à la moderne, de corporatisme et de "charité" envers les classes "dépossédées". Le PDC est né sous l'impulsion d'éléments de classes moyennes urbaines partiellement détachées des grands groupes financiers nationaux et cherchant appui dans les milieux populaires.

### La victoire de 1964: acte du coeur et machiavélisme

Toutes ses énergies de 1957 à 1964 seront consacrées à la conquête de cet appui populaire. Et dans la même mesu-

E. Frei: champion de "la Révolution dans la liberté"



Photo A.P. (i.c.i. No 427)

re s'aliénera la grande bourgeoisie nationale réduite en nombre et passablement "démoralisée" dans tous les sens du terme. Ses succès électoraux de 1964 à 1967 sont dus aux efforts d'une jeunesse chrétienne éminemment généreuse, d'un côté, et au machiavélisme de certains de ses leaders, d'un autre côté.

Ce machiavélisme se révéla lors de la campagne électorale présidentielle de 1964. Ses leaders réussirent, comptant sur l'appui de l'extérieur et la mésestime dans la grande bourgeoisie nationale à faire croire à l'électorat qu'il n'avait le choix qu'entre la "révolution dans la liberté" de Frei ou la révolution marxiste d'Allende. Tout le terrorisme publicitaire fut mis en oeuvre: photos de pelotons d'exécution, témoignage de Juanita Castro, etc. pour créer une atmosphère "manichéenne"; d'un côté les "bons", de l'autre "les méchants".

C'est ainsi que le PDC gagna l'élection présidentielle de 1964. Sur cet élan il gagna les parlementaires de 1965. A cette époque, également, fonctionnait au Chili comme dans toute l'Amérique latine l'opération Triangle (USA-Europe-Amérique Latine) avec les apports généreux de l'Alliance pour Le Progrès, des partis démocrates chrétiens européens, des syndicats américains.

### 1970: la défaite d'un parti captif

Cependant, le peu de réformes que le gouvernement PDC avec Frei essaya de réaliser indisposa, déjà en 1966, la bourgeoisie nationale (réforme agraire, réforme fiscale. . .) et certains intérêts étrangers. Dès 1968 le Parti National se créait (ralliement des débris des vieux partis libéral et conservateur). Il est très révélateur de lire certaines manchettes de journaux de droite de l'époque où on traite le PDC de tous les épithètes comme ils le font maintenant pour l'Unité Populaire.

Au lieu de demeurer fidèle au programme qui lui avait permis d'arriver au pouvoir le PDC recula. Frei devint particulièrement pusillanime. Au point où en 1969 une bonne partie de la jeunesse du parti l'abandonna pour former le MAPU (Mouvement d'action populaire unifié) qui devait entrer dans l'Unité Populaire pour la campagne électorale présidentielle de 1970. On pourrait affirmer que l'avenir politique du Chili s'est joué en bonne partie dans les années 1968-70.

La campagne électorale de 1970 est trop récente pour y revenir ici en détails (voir *Maintenant*, numéro 107, juin-juillet 1971). La grande bourgeoisie nationale y présenta son propre candidat (Jorge Alessandri, 34,9% du vote) et réduisit du coup le PDC à ses véritables dimensions (27,8% du vote). L'Unité Populaire gagna avec 36,3% du vote.

A peine un an après cet événement la Gauche Chrétienne se sépara du PDC alors qu'il s'opposait de plus en plus aux mesures de l'Unité Populaire. La gauche chrétienne se rallia à cette dernière. Enfin après les déclarations récentes de Frei-Alwin, deux des fondateurs du PDC, Rodomiro Tomic et Bernardo Leighton ainsi que Rene Frienti-Alba se dissociaient de cette prise de position favorable au coup d'Etat.

### 1973: au service de la petite et grande bourgeoisie

Je ferais une gageure que le PDC ne recevrait pas actuellement 20% d'appui populaire au Chili dans un sondage d'opinion. Pourquoi?

Parce que la réalité fondamentale qui explique le phénomène de la démocratie chrétienne au Chili ce ne sont pas les aspirations démocratiques ni les idéaux chrétiens des chiliens, ce sont les aspirations bien maternelles de la petite bourgeoisie (ou, en des termes plus nord-américain, des classes moyennes). Cette petite bourgeoisie a pu vivre (comme dans beaucoup d'autres pays) une certaine ambiguïté temporaire: d'un côté s'appuyer sur les classes populaires en réalisant certaines réformes en leur faveur tout en assurant une certaine stabilité sociale, et, d'un autre côté, modeler ses conduites socio-économiques sur la grande bourgeoisie qui, elle, les modèle sur l'étranger.

Mais le jour où il fallut faire un choix c'est le modèle de la grande bourgeoisie qui devint déterminant. Comme le PDC ne lui assurait pas cette alternative, et que les militaires le faisaient, cette bourgeoisie a fait son choix. Et les classes populaires, hier clientèle électorale, aujourd'hui paient les pots cassés.



JULIENNE — SYGMA (I.C.I. No 442)

### Epilogue

Il y eut un temps où on jetait les chrétiens aux bêtes fauves et où tout symbole chrétien était abhorré du pouvoir et pourchassé.

Aujourd'hui, on jette les "marxistes" dans les auditorium nationaux et on fait des feux aux coins des rues pour brûler les livres et les symboles "marxistes". . .

Au temps des Romains les "persécutés" étaient des chrétiens. . . au temps des Américains, les persécutés sont des "marxistes". . . Comme les temps ont changé! . . . à moins que ce ne soient les chrétiens? . . . Quand on détient les promesses de la vie éternelle. . . pourquoi s'en faire? . . . ●

**LA  
CHANSON  
DÉSESPÉRÉE**

Ton souvenir surgit de la nuit où je suis.  
La rivière à la mer noue sa plaine obstinée.

Abandonné comme les quais dans le matin.  
C'est l'heure de partir, ô toi l'abandonné!

Des corolles tombant, pluie froide sur mon coeur.  
O sentine de décombres, grotte féroce au naufragé!

En toi se sont accumulés avec les guerres les envols.  
Les oiseaux de mon chant de toi prirent essor.

Tu as tout englouti, comme fait le lointain.  
Comme la mer, comme le temps. Et tout en toi fut un naufrage!

De l'assaut, du baiser c'était l'heure joyeuse.  
Heure de la stupeur qui brûlait comme un phare.

Anxiété de pilote et furie de plongeur aveugle,  
trouble ivresse d'amour, tout en toi fut naufrage!

Mon âme ailée, blessée, dans l'enfance de brume.  
Explorateur perdu, tout en toi fut naufrage!

Tu enlaças la douleur, tu t'accrochas au désir.  
La tristesse te renversa et tout en toi fut un naufrage!

Mais j'ai fait reculer la muraille de l'ombre,  
j'ai marché au-delà du désir et de l'acte.

O ma chair, chair de la femme aimée, de la femme perdue,  
Je t'évoque et je fais de toi un chant à l'heure humide.

Tu reçus l'infinie tendresse comme un vase,  
et l'oubli infini te brisa comme un vase.

Dans la noire, la noire solitude des îles,  
c'est là, femme d'amour, que tes bras m'accueillirent.

C'était la soif, la faim, et toi tu fus le fruit.  
C'était le deuil, les ruines et tu fus le miracle.

Femme, femme, comment as-tu pu m'enfermer  
dans la croix de tes bras, la terre de ton âme.



Mon désir de toi fut le plus terrible et le plus court,  
le plus désordonné, ivre, tendu, avide.

Cimetière de baisers, dans tes tombes survit le feu,  
et becquetée d'oiseaux la grappe brûle encore.

O la bouche mordue, ô les membres baisés,  
ô les dents affamées, ô les corps enlacés.

Accordaille insensée de l'espoir à l'effort  
qui nous noua tous deux et nous désespéra.

La tendresse, son eau, sa farine légère.  
Et le mot commencé à peine sur les lèvres.

Ce fut là le destin où allait mon désir,  
où mon désir tomba, tout en toi fut naufrage!

O sentine de décombres, tout est retombé sur toi,  
toute la douleur tu l'as dite et toute la douleur t'étouffe.

De tombe en tombe encore tu brûlas et chantas.  
Debout comme un marin à la proue d'un navire.

Et tu as fleuri dans des chants, tu t'es brisé dans des courants.  
O sentine de décombres, puits ouvert de l'amertume.

Plongeur aveugle et pâle, infortuné frondeur,  
explorateur perdu, tout en toi fut naufrage!

C'est l'heure de partir, c'est l'heure dure et froide  
que la nuit toujours fixe à la suite des heures.

La mer fait aux rochers sa ceinture de bruit.  
Froide l'étoile monte et noir l'oiseau émigre.

Abandonné comme les quais dans le matin.  
Et seule dans mes mains se tord l'ombre tremblante.

Oui, bien plus loin que tout. Combien plus loin que tout.

C'est l'heure de partir. O toi l'abandonné.

**Pablo Neruda**

# TÉMOIGNAGE

## maurice hébert

En ce moment-ci et à peu de jours de mon retour forcé au Canada après un séjour de près de huit ans en terre chilienne, je suis tenté de résumer toute mon expérience vécue par ceci: Le Chili, c'est **trois espoirs, trois déceptions, un appel**, mais peut-être encore un **quatrième espoir** si nous savons relever le défi de vouloir libérer réellement les hommes en tenant compte des réalités concrètes où doit s'opérer cette libération.



PHOTO ALAIN RENAUD, LE DEVOIR

Conférence de presse, octobre 1973: Maurice Hébert (à gauche) et Jean Latulippe, tous deux missionnaires et expulsés du Chili après le coup d'Etat.

Sociologue et prêtre du diocèse de Saint-Jérôme, Maurice Hébert a passé ces huit dernières années au Chili d'où il vient d'être expulsé à la suite de la prise du pouvoir par la junte militaire.

Tour à tour animateur de l'Action catholique ouvrière dans le Sud du pays, puis vice-recteur de l'Université de Frontera à Temuco, il venait de quitter ce dernier poste pour fonder un centre de recherches sur les conditions de vie des Indiens mapuches et des paysans chiliens.

### Trois espoirs

Le Chili a d'abord incarné pour beaucoup **trois espoirs**. En 1964, dans les secteurs que je fréquentais, c'était l'espoir de réaliser des changements de structure en suivant un modèle autre que le marxisme. Les yeux étaient braqués sur le Chili pour suivre de près la Révolution dans la liberté "préconisée" par le Président Frei.

Lors de mon arrivée au Chili, en février de 1966, c'était encore l'euphorie de la victoire de 1964 et l'**espoir** était grand malgré les premières difficultés, comme aussi les premières hésitations, du côté de la Démocratie chrétienne.

Face à l'échec de la Démocratie chrétienne, échec si nous comparons les résultats avec le projet initial, naissait un **deuxième espoir**. La Victoire de M. Allende et de l'Unité Populaire, en 1970, faisait tourner à nouveau les yeux du monde entier vers le premier pays où le "marxisme" arrivait au pouvoir par le "processus démocratique". De nombreuses délégations, composées surtout d'étudiants, vinrent observer de près le phénomène chilien. De nouveau, pour beaucoup, le Chili semblait capable d'ouvrir une voie nouvelle aux peuples sous-développés, voie qui prétendait maintenir les "garanties démocratiques" tout en construisant le socialisme et en éliminant la dépendance politique, économique et culturelle.

Enfin un **troisième espoir**: L'Eglise chilienne. Son épiscopat nous paraissait intéressant et novateur, son Action Catholique, dynamique et fortement orientée vers l'engagement politique. La recherche théologique ne craignait pas de partir de la réalité concrète. Il nous semblait donc vivre au sein d'une Eglise capable de s'engager dans sa majorité, en faveur d'une libération réelle des classes opprimées et capable d'une collaboration honnête avec tout homme de bonne volonté.

### Trois déceptions

Première déception causée par M. Frei qui laissait, en 1970, un pays plus dépendant qu'au début de son mandat et plus compromis dans les contradictions du système maintenu par les grandes puissances industrielles. Il lais-

sait également une classe ouvrière et une classe paysanne mieux organisées, il est vrai, mais plus frustrées par la même Démocratie chrétienne dans leur intention de participer au pouvoir comme aux décisions qui les concernaient. La mystique de 1964 avait laissé la place au calcul froid de quelques technocrates qui ont voulu davantage "moderniser" le pays que le libérer et qui ont préféré l'efficacité immédiate à la participation.

**Deuxième déception** causée par le gouvernement de l'Unité Populaire et la prise du pouvoir par une junte militaire le 11 septembre dernier. Le sectarisme au sein de l'Unité Populaire paralysait, en effet, tout effort sérieux de la part du Président Allende pour mettre en marche le pays sur la voie du socialisme. L'improvisation, chez plusieurs hauts responsables de l'Unité Populaire, avait peu à peu conduit le pays à un chaos qui donnait à la droite la justification dont elle avait besoin pour finalement convaincre les forces armées de prendre le pouvoir. Mais ce chaos avait été accéléré grâce à la collaboration d'une droite qui contrôlait aussi bien les réseaux de distribution que les organismes "démocratiques". Qui épiait et tirait profit des faiblesses et des erreurs de l'Unité Populaire. Qui, enfin, s'assurait habilement la collaboration de plusieurs pays (dont le nôtre . . .) aux yeux desquels l'implantation d'un autre régime socialiste au sein de notre brave monde occidental constituait nécessairement une réalité indésirable. . . Avec le coup militaire, c'est le rêve d'une société socialiste en voie de construction qui s'envolait pour revenir à une société plus répressive que jamais. . .

**Troisième déception** enfin: l'Eglise chilienne. Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Allende, l'épiscopat, à une exception près, a surtout brillé par son hésitation et par l'ambiguïté de ses positions.

L'horreur viscérale du catholicisme à l'égard du marxisme ne leur a pas aidé à comprendre l'expérience que vivait le Chili. Bien au contraire, c'est la méfiance face à toute nouvelle initiative qui peu à peu s'est mise à caractériser l'attitude des évêques chiliens. Cette méfiance croissante n'est certes pas étrangère à la décision prise par les Forces armées de prendre le pouvoir et de rétablir "l'ordre".

Par ailleurs, plusieurs pasteurs sympathiques au projet du Président Allende ont rencontré des difficultés pour rejoindre les chrétiens engagés dans les partis politiques de gauche. Une Eglise pesante, une liturgie désincarnée malgré certains efforts timides, n'étaient pas de nature à alimenter leur foi ou à les interroger.

Cependant, il faut signaler la création du **Mouvement chrétien pour le socialisme** qui tentait de remédier aux défauts déjà mentionnés et de servir de lieu de rencontre et de réflexion. Cependant, même ce mouvement n'était pas sans être marqué au coin d'un certain cléricalisme.

## Un appel

Mais le Chili, c'est aussi **un appel** et un défi pour trouver des voies nouvelles afin de répondre du sort des deux tiers de l'humanité. Les deux expériences politiques consécutives au Chili nous indiquent que notre réflexion et notre travail de recherche ne se sont pas encore détachés des sentiers battus, qu'ils ne font que répéter des modèles qui ont pu réussir dans d'autres contextes, mais qui ne sont pas automatiquement porteurs de miracles.

Le Chili présente une situation bien particulière. Nous y retrouvons réunis une longue tradition démocratique, des partis de gauche solidement organisés, et une expérience syndicale autant urbaine que rurale (bien que cette dernière soit récente). Nous y rencontrons aussi des ouvriers et des paysans qui ont pris goût à la participation et qui ont su, dans les derniers mois, monter leurs propres organisations pour répondre aux problèmes posés par le ravitaillement, par exemple. Organisations qui n'ont pas toujours rencontré, d'ailleurs, un bon accueil de la part du gouvernement Allende.

Par contre, le Chili fait aussi parti du continent sud-américain, continent actuellement contrôlé en grande partie par des juntes militaires avec l'appui pas toujours discret des "Yankees". L'ennemi impérialiste, ou les difficultés pouvant provenir de l'extérieur, étaient malheureusement mieux connus par des slogans que par une analyse méthodique et systématique.

Toutes ces données, et bien d'autres encore, auraient mérité une longue et attentive considération en vue d'élaborer un modèle particulier, au lieu de suivre aveuglément un modèle étranger ou préfabriqué.

Quant à l'Eglise, elle est conviée à ne pas se contenter uniquement de grandes déclarations en faveur des exploités, mais aussi à appuyer et à favoriser toute expérience concrète pour sortir le pays d'un régime d'exploitation. Enfin, elle est appelée à prendre conscience du fait que sa réflexion n'est pas indépendante d'un cadre social concret et qu'elle ne peut, par le fait même, exprimer "objectivement" la totalité du projet contenu dans l'Évangile.

## un 4ème espoir . . .

Cependant tout n'est pas perdu. J'aime relire ces dernières paroles que prononçait le président Allende le matin même du coup quand il disait au peuple chilien: "Ce sont mes dernières paroles et j'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas en vain. J'ai la certitude que pour le moins, ça sera une leçon morale qui châtiara la félonie, la lâcheté et la trahison".

Nous devons conserver vivant l'espoir, mais un espoir difficile qui nous oblige à l'analyse et à la création. ●

par Robert Vandycke

Département de Sociologie  
Université de Montréal

# de l'intervention au chili

(ou Comment se faire des amis)



*"The conclusions from the session were:*

*"The leader we thought was missing is right there in the saddle (Frei), but he won't move unless he is provided with a constitutional threat.*

*"That threat must be provided one way or another through provocation. At the same time, a subtle but firm enough pressure must be brought to bear on Frei so that he'll respond.*

*"Matte did not mention money or any other needs. At the end when it was mentioned we were, as always, ready to contribute with what was necessary, he said we would be advised".*

(De H. Hendrix, "field operative" de l'I.T.T. en dehors de New York et de Miami et de R. Berrellez, "field operative" de l'I.T.T. Amérique Latine, à E.J. Gerrity, Vice-Président Senior de l'I.T.T. — 17 septembre 1970 (1) )

(1) La correspondance de l'I.T.T. relative au Chili a été publiée par le NACLA'S Latin America & Empire Report, avril 1972, no 4. On sait que c'est à Jack Anderson que revient le mérite d'avoir porté ces documents confidentiels à la connaissance du public.

➤ Ce court extrait de la correspondance échangée à l'intérieur de l'I.T.T. ou avec des personnalités politiques ou diplomatiques au moment de l'accession d'Allende à la Présidence du Chili donne une première idée du type d'intervention auquel les régimes progressistes des pays les plus développés de l'Amérique La-

tine peuvent être confrontés. Car on est loin des expéditions ou des ingérences brutales dont Saint-Domingue et tant d'autres ont pu être victimes par le passé.

Nous voulons ici essayer de comprendre le mécanisme de l'intervention étrangère au Chili et comment elle s'articule avec les intérêts et orientations de certaines classes ou groupements sociaux chiliens. On s'interrogera également sur la brusque transformation d'une armée réputée professionnelle et légaliste en un corps fanatisé et qui semble avoir perdu toute retenue dans l'exercice de la répression.

La politique étrangère n'est plus le monopole des Etats. Elle tend à se privatiser. Ou, plus exactement, à côté de la politique étrangère des Etats s'élabore une "politique étrangère" des grandes compagnies transnationales et celle-ci entre en interaction avec la première, comme le montrent les documents déjà cités de l'I.T.T.

Mais avant tout, un rapide coup d'oeil sur les intérêts de l'I.T.T. au Chili, puisque c'est d'elle qu'il s'agit au départ. En 1968, à côté de certains investissements dans l'hôtellerie, I.T.T. avait des intérêts majoritaires dans les télécommunications internationales et était propriétaire d'une compagnie de câblodiffusion, ainsi que d'une entreprise de fabrication d'appareils téléphoniques. Mais sa principale activité, en chiffre d'affaires et en nombre de travailleurs (5,534), résidait dans les intérêts majoritaires détenus dans la Compagnie Chilienne de Téléphone. Ces investissements comptent parmi les plus importants au Chili; ils ne revêtent cependant leur signification réelle qu'envisagés dans la perspective de l'ensemble des activités de la Société transnationale. Car il faut voir dans cette position internationale une explication majeure de la détermination d'I.T.T. à abattre le régime de l'Unité Populaire. Entre autres choses, il convient de ne pas oublier qu'en cas de nationalisation les possibilités de remboursement provenaient non seulement de l'Etat chilien, mais aussi des garanties américaines d'investissements qui couvraient les avoirs d'I.T.T. au Chili à concurrence de 95 millions de dollars (sur un total estimé à environ 200 millions). Mais ce n'est pas seulement le Chili qui est en cause (2) lorsque l'on possède des filiales aux quatre coins du monde... Ce qui ramène à la "politique étrangère" de la société I.T.T.

Tout d'abord, quelles sont les ressources, le niveau de renseignements, les interlocuteurs dans l'élaboration de cette politique? Quelles sont, ensuite, les orientations principales de cette politique, face à l'Unité Populaire?

#### a) La confection d'une politique étrangère

Les données dont on fera état ici et dans les pages suivantes ont un caractère fragmentaire et s'étendent sur une période de temps limitée (du 14 septembre au 18 novembre 1970). Il convient donc de les considérer avec prudence, comme des indices, même si leur convergence est assez remarquable. Ainsi, que nous révèle la biographie du "field operative" (I.T.T. Amérique Latine, basé à Buenos Aires) Robert Berrellez dont émanent bon nombre des documents confidentiels sur la situation politique chilienne, sur les perspectives d'avenir et les actions envisageables? Une longue carrière en Amérique Latine comme reporter de l'Agence Associated Press. Voilà certes une expérience précieuse en matière de gestion des affaires. Quant à Monsieur Hendrix, très bien informé lui aussi et "field operative" de l'I.T.T. en dehors de New York et de Miami, c'est un ancien correspondant de Scripps-Howard. Ils sont aidés dans leur collecte de renseignements par un démarcheur (lobbyist) de l'I.T.T., J.D. Neal et ont tous pour interlocuteur privilégié Monsieur W.R. Merriam, Vice-Président à charge du bureau de l'I.T.T. à Washington, qui apparemment centralise l'information. L'autre destinataire de cette correspondance secrète est Monsieur E.J. Gerrity, Vice Président Senior chargé des Relations Publiques de la Société. Car il ne suffit pas d'avoir une politique fondée sur une bonne information, il faut encore pouvoir la présenter et la justifier.

Les renseignements étant centralisés et éventuellement transmis à quelques hautes instances de l'I.T.T., il faut trouver les moyens de réaliser la politique

## 1. UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR I.T.T.

(2) Ni même le contribuable américain dont l'I.T.T. serait tellement ennuyé qu'il ait à déboursier le montant de la facture (J.D. Neal à W.R. Merriam, 14 sept. 70).

# de l'intervention au chili

(3) 23 octobre 1970

(4) Merriam à McCone, le 9 octobre; Gerrity à McCone le 21 octobre.

(5) Au Chili, le vainqueur des élections devient traditionnellement Président, même s'il n'a pas obtenu la majorité absolue des suffrages. Les parlementaires doivent néanmoins consacrer cette victoire et l'I.T.T. espérait que la Démocratie Chrétienne ne respecterait pas la tradition et voterait pour Alessandri (droite), avant de reprendre elle-même le pouvoir dans de nouvelles élections.

(6) Selon A. Matte, membre d'une des plus riches familles chiliennes. Voir document du 17 septembre 1970.

(7) Document du 29 septembre 1970.

(8) Ce détour était rendu nécessaire parce que Frei n'était arrivé qu'en troisième position aux élections, largement distancé par l'Unité Populaire et le Parti National d'Alessandri.

(9) Assassiné plus tard par un commando de droite.

(10) Auteur de ce qui semble bien avoir été une tentative de coup d'Etat sous E. Frei, bien que le pouvoir ait cherché à dépolitiser la signification de son geste. Il sera arrêté plus tard, en relation avec l'assassinat du général Schneider. A la retraite mais toujours sur la brèche, le général Viaux...

(11) Document daté du 29 octobre 1970. La suite concerne certains aspects du mode de vie du Président, son aisance matérielle, son goût des belles choses, du boire et du manger, à propos desquels les services de propagande de la junte ont fait grand tapage. Eh oui, celui qui a su rester fidèle à son idéal politique et qui est mort au combat n'était pas insensible aux plaisirs de la vie. Voyez-vous ça...!

de la Société transnationale. Monsieur Merriam s'adresse donc à Monsieur Henry Kissinger et lui fait part de sa conviction que le moment est venu de "réévaluer et raffermir (strengthen) la politique des Etats-Unis en Amérique Latine" (3). Rien que de très normal, sans doute. Mais Messieurs Merriam et Gerrity ont d'autres correspondants: un certain John A. McCone, Directeur de l'I.T.T. et dont il se fait qu'il a été aussi Directeur de la C.I.A. entre 1962 et 1965 (4). Le Vice-Président lui fait part d'une conversation qu'il a eue avec le "contact de l'I.T.T. à l'Agence McLean". Certains prétendent, mais ce doivent être des paranoïaques, qu'il s'agit en réalité de la C.I.A.. En tout cas cette agence manifeste au cours de la conversation une très bonne information sur les approches effectuées, sans succès à ce moment, en vue de choisir les membres des Forces Armées susceptibles de diriger un soulèvement. Le contact en question a également une opinion sur le comportement futur de l'Administration Nixon: la ligne suivie sera "dure, très dure" lorsque et si Allende est élu (5); en cas d'expropriation sans indemnisation adéquate, toute aide monétaire serait aussitôt coupée. Enfin, l'interlocuteur de Monsieur Merriam est également au courant des réticences de Ford et G.M. à courir le risque de contribuer au chaos économique projeté.

La politique étrangère, cela se fait, c'est bien connu, avec des étrangers. Eduardo Frei d'abord, en qui I.T.T. place tous ses espoirs, à qui des plans sont soumis, mais qui se montre réticent à la constitution d'un cabinet militaire faute de raisons qui lui permettraient de se justifier aux yeux du public (6). Le Président Frei confie à son entourage qu'il veut stopper Allende constitutionnellement, c'est-à-dire selon R. Berrellez, soit par un vote du Parlement, soit par une crise interne requérant une intervention militaire (7).

Les dirigeants de l'I.T.T. Hendrix et Berrellez entretiennent des rapports plus directs avec A. Matte, homme d'affaires proche du candidat défait de la droite aux élections, J. Alessandri. On peut déduire du rapport du 17 septembre qu'au moins deux rencontres ont lieu entre le moment de la victoire électorale de l'Unité Populaire et le 13 septembre, et il y est discuté des stratégies susceptibles de contrecarrer l'accession au pouvoir d'Allende. La "formule Alessandri" consisterait à faire élire celui-ci comme Président par les députés de la droite et de la Démocratie Chrétienne; une fois élu, le nouveau Président démissionnerait, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles élections et à la victoire probable de E. Frei (8) soutenu par la droite. Une autre éventualité, le coup d'Etat militaire, est rendue problématique parce que le général R. Schneider (9) se refuse à toute initiative qui n'aurait pas l'assentiment de Frei; quant au Général à la retraite Viaux (10), il ne paraît plus assez fort pour mener seul les opérations. Les conclusions de cette réunion entre hommes d'affaires bien ordinaires se trouvent en exergue du présent article.

## b) Caractéristiques de la politique étrangère d'I.T.T.

L'accent a été mis jusqu'à présent sur les ressources humaines et les mécanismes de confection et de réalisation d'une politique étrangère privée. Un mot, maintenant, sur les caractéristiques de cette information et de cette politique.

Pour ce qui est du caractère détaillé de l'information, nous ne relèverons qu'un exemple. Car si l'I.T.T. ne saurait raisonnablement s'intéresser à la santé et aux problèmes de toute une population, elle est cependant capable de poser un diagnostic précis sur celui qui préside aux destinées de la nation. Voici donc, émanant de Monsieur Gerrity et destinée au Vice-Président Merriam la fiche médicale du Docteur Salvador Allende, telle que dressée par une personnalité tout à fait digne de foi mais soucieuse de conserver l'anonymat:

*"Physiquement, Allende est petit, rougeaud; il a la chevelure bouclée et la conversation malaisée (is tough-talking). En réalité il n'est pas aussi jeune et sympathique que sur les photographies récentes publiées dans le New York Times et la presse mondiale. D'une part, il n'est pas en très bonne santé. Il a des troubles rénaux. Par deux fois il a eu une hépatite, et il en a gardé des difficultés chroniques du côté du foie. Il a été victime d'une attaque cardiaque et de deux chocs mineurs dont il a gardé la partie gauche du visage partiellement paralysée. . ."* (11)

Quant à l'orientation politique proprement dite de l'I.T.T. en la circonstance, elle peut être caractérisée par la préférence pour les remèdes radicaux et les méthodes expéditives. Si l'on se fie aux documents, le 15 octobre (c'est-à-dire avant la prise officielle du pouvoir du trois novembre et donc les mesures économiques qui suivirent) l'ambassadeur américain pensait que Washington essaierait de vivre avec Allende, d'adopter une ligne ferme, mais de rechercher la négociation à toute occasion; il estimait également qu'en cas d'expropriation les Etats-Unis insisteraient pour une compensation juste et équitable en dollars; la réduction maximale de l'aide déjà engagée et la perspective d'une suppression de toute assistance autre que militaire sont annoncées par l'ambassadeur, mais il y voit essentiellement un moyen de négociation (12).

(12) J.D. Neal à W.R. Merriam, le 15 octobre.

A la même époque, l'I.T.T. cherche désespérément des alliés économiques et politiques pour empêcher l'accession d'Allende au pouvoir, envisage diverses formes possibles d'intervention, demande à Kissinger une politique de fermeté en Amérique Latine (13), reproche à l'administration Nixon de n'être pas intervenue dans l'élection présidentielle, pour s'estimer ensuite impuissante devant une élection légale (14) et porte des jugements sur l'ambassadeur Korry. Celui-ci aurait fait preuve de courage dans un effort ultime pour bloquer Allende, mais il porterait à Frei un amour aveugle en raison de son propre passé kennessien, et son évaluation politique en souffrirait; son utilité en Amérique Latine serait devenue nulle comme diplomate et apparaîtrait douteuse même dans des fonctions économiques (15).

(13) Document cité du 23 octobre.

(14) Gerrity à Merriam, le 29 octobre.

(15) Berrillez à Hendrix, le 13 novembre.

Deux politiques étrangères, l'une privée l'autre émanant d'un gouvernement, interfèrent, coopèrent et s'opposent sur certains aspects de la stratégie à suivre.

Les documents de l'I.T.T. font état de la crainte présumée de E. Frei de devenir le Kerensky de l'Amérique Latine. Son appui apparemment inconditionnel à la junte le lave désormais de tout soupçon. Kerensky de l'Amérique Latine ou fourrier du fascisme, le choix n'était pas engageant. L'ancien apôtre de la "Révolution dans la liberté" a donc choisi d'œuvrer dans le cadre de la "reconstruction nationale" dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle ne se signale ni par ses orientations révolutionnaires ni par un goût démesuré de la liberté.

On a vu déjà que l'ancien Président ne goûtait pas particulièrement l'accession au gouvernement de la coalition de gauche et qu'il attendait l'occasion lui permettant d'intervenir sans nuire à son image. Pauvre Monsieur Frei! Néanmoins, il est un point sur lequel il faut lui donner raison: de même que la droite a pu empêcher le gouvernement d'exercer son mandat par des mesures allant de l'étranglement économique au sabotage et au terrorisme, il est bien certain qu'actuellement un gouvernement Démocrate Chrétien appuyé par le Parti National se heurterait à des obstacles d'un autre ordre mais tout aussi considérables. L'extirpation de la "tumeur marxiste" est donc la condition d'un retour, d'ailleurs problématique, à la légalité. En attendant, la terreur: rafles, encouragement à la délation, emprisonnement, tortures, tribunaux d'exception, exécutions sommaires, morts au cours de "tentatives d'évasion", autodafés, mise à sac de la maison du poète Pablo Neruda mourant (de maladie, lui). Qui, parmi les 43% des Chiliens qui ont appuyé l'Unité Populaire, peut encore se sentir à l'abri d'une répression volontairement aveugle parce que cet aveuglement est une technique de contrôle social?

#### a) La stratégie de la droite et son efficacité

La stratégie de la Démocratie Chrétienne durant le gouvernement de l'Unité Populaire doit être analysée comme une composante de l'action globale de la droite. Cela s'explique en premier lieu par une double saignée des cadres politiques du parti, imputable tant à l'échec de la Réforme Agraire de Frei (16) qu'au désir de pousser plus avant certaines velléités de réformes. Une première vague de transfuges fondera le M.A.P.U., tandis que ceux qui les suivent formeront la Gauche Chrétienne, ces deux groupes appartenant désormais à l'Unité Populaire. L'aile plus progressiste de la Démocratie Chrétienne est donc fortement

(16) Environ 17,000 familles installées (au lieu des 100,000 promises) sur des terres généralement non irriguées.

# de l'intervention au chili

(17) Notamment des exigences seront posées dès avant l'accession d'Allende au pouvoir, en ce qui concerne le fonctionnement de l'armée, la presse, la justice, etc...



amputée et le dernier bastion (R. Tomic et quelques autres) fait figure d'otage plus que de fraction.

La seconde raison pour laquelle le comportement de la Démocratie Chrétienne est un volet d'une stratégie globale de droite résulte de la position initiale de Frei. Dès lors que lui et son parti refusent a priori l'accession d'une coalition de gauche au gouvernement, toute politique "centriste" autonome est condamnée. Une telle politique consisterait à arracher des concessions au gouvernement, tout en lui permettant de gouverner et de maintenir la droite dans la légalité.

Et objectivement, au-delà des questions de bonne ou de mauvaise foi, tout se passe comme si la droite cherchait à renverser le gouvernement (grève des propriétaires de camions, des commerçants, sabotages et terrorisme) à travers le Parti National et le groupement Patrie et Liberté, tandis que la Démocratie Chrétienne poursuit des négociations avec Allende et lui arrache de nombreuses concessions (17). La volonté de compromis d'Allende est en effet commandée par sa position minoritaire et sa stratégie légaliste. Il cède donc souvent, soutenu par les Communistes, mais l'aile gauche de son parti est vigilante (par exemple sur une réduction éventuelle du secteur socialisé de l'économie). Finalement, l'accord toujours proche n'est jamais réalisé. Les compromis limitent donc la marge de manoeuvre du gouvernement (du point de vue de la mobilisation des masses par exemple), sans qu'il en retire aucun avantage puisque la Démocratie Chrétienne s'esquive et que les factieux ont le champ libre.

Un cas parmi d'autres: lors de négociations bien engagées, la Démocratie Chrétienne exige la présence de militaires dans le cabinet, proposition qui a, entre autres mérites, celui d'être habile. Car ce retour des militaires dans le gouvernement est rejeté, semble-t-il, par la majorité à l'intérieur même du Parti Socialiste. D'où deux possibilités: tensions, voire rupture à l'intérieur de l'Unité Populaire, ou méfiance entre les militaires et le gouvernement. Mais Allende convainc jusqu'à Altamirano, de l'aile gauche de son parti, lequel émet une déclaration favorable aux militaires. Et c'est le moment que choisit Frei pour réitérer son appui aux camionneurs engagés dans une "grève" à caractère et aux revendications nettement politiques.

## b) Les deux mobilisations de la gauche

Une semblable dualité de stratégie existe parmi les forces de gauche, mais elle n'aura pas les mêmes résultats. Car l'extrême droite peut bien multiplier sabotages et attentats et même tuer des militaires loyaux, elle ne court pas grand risque devant une armée incertaine de son rôle et un régime condamné au respect le plus scrupuleux des institutions. On assiste donc, dès avant le coup d'Etat à la mise à l'écart de certains cadres militaires loyaux (démission de Pratts, purge dans la marine, etc.) et à ce paradoxe apparent d'une armée qui, sous un gouvernement de gauche, assume sa fonction de maintien de l'ordre en pourchassant non les saboteurs de droite mais les sympathisants de la gauche susceptibles de cacher des armes. Pendant ce temps Allende recherche désespérément un accord avec la Démocratie Chrétienne.

Pour les fractions de la gauche, la situation se présente différemment. Le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) et, dans une certaine mesure, les groupes de l'Unité Populaire qui croient à l'inévitabilité d'un affrontement final avec la droite s'emploient à mobiliser les masses, ce qui les entraîne parfois à outrepasser la loi: occupations de terres, prise en main de certaines entreprises non nationalisées en réponse notamment à une menace de "grève" patronale, service de distribution des aliments dans les quartiers, etc. Mais leur action se heurte à la stratégie d'Allende et du Parti Communiste, qui conçoivent différemment la mobilisation sociale: la légalité et les institutions doivent être respectées et éventuellement modifiées par les mécanismes prévus à cette fin; par conséquent, la mobilisation consiste davantage à encadrer les masses qu'à les agiter et elle ne se manifeste au grand jour que lors des grands rassemblements populaires destinés à prévenir ou à étouffer tout coup de la droite contre les institutions. Ce type de mobilisation s'inscrit donc dans la logique de la stratégie

globale de l'Unité Populaire, dans la mesure où la poursuite de celle-ci implique un certain appui parmi la classe moyenne, la négociation avec la Démocratie Chrétienne, la neutralité de l'armée.

### c) Un débat déjà ancien

Les mérites respectifs de ces deux stratégies ont donné lieu à de nombreux débats qu'il serait vain de prétendre trancher. Il faut cependant rappeler que la fin brutale de l'expérience légaliste chilienne n'implique pas qu'une autre attitude des forces de gauche leur eût permis de l'emporter. Il faut aussi faire la part des erreurs tactiques qui ont pu être commises à certains moments (18), voire même, dans une certaine mesure, d'éléments impondérables comme par exemple l'évolution personnelle de Frei. Ceci admis, on peut examiner le problème sous deux angles: la gauche s'est-elle renforcée ou affaiblie sous la Présidence d'Allende? La solution alternative du M.I.R. était-elle réalisable au Chili?

(18) Ainsi on a parfois reproché à Allende de n'avoir pas profité de la victoire de l'Unité Populaire aux élections municipales d'avril 1971 (50,9% des suffrages) pour organiser un plébiscite sur une nouvelle constitution: à ce moment, la relance économique était réelle et le blocus international ne faisait pas encore sentir ses effets.

A la première question on peut répondre par l'affirmative. Les résultats électoraux montrent que la coalition de gauche a consolidé son assise populaire, malgré les difficultés économiques et ce n'est peut-être pas un hasard si le coup militaire s'est effectué au moment même où Allende allait recourir au plébiscite pour résoudre la crise. D'autre part, si les initiatives du M.I.R. et de certains militants de base ont été contenues et parfois freinées, il faut reconnaître aussi que le gouvernement n'a pas utilisé de mesures répressives à leur égard.

Il est plus difficile de répondre à la deuxième question. Il est clair cependant que si les transformations proposées par l'U.P. nécessitent un certain militantisme à la base, certaines formes d'action (autogestion spontanée dans de petites entreprises par exemple) sont incompatibles avec la stratégie d'Allende et l'appui d'une fraction de la classe moyenne. A brève échéance, la politique de mobilisation préconisée par le M.I.R. menait à l'affrontement. Quel aurait été alors le rapport des forces? Notamment, les travailleurs étaient-ils favorables à une telle entreprise? On peut considérer comme une indication de leurs préférences la faiblesse de l'appui obtenu par le M.I.R. aux élections tant syndicales (C.U.T.: 1,9% des voix) qu'universitaires (3,66% des suffrages aux élections d'avril 72 pour la direction de l'Université du Chili). A quoi l'on peut rétorquer qu'au moment décisif les travailleurs auraient su quel côté choisir. Mais encore, auraient-ils bénéficié du concours d'une partie de l'armée (un peu plus de 70,000 hommes, y compris les 27,000 carabiniers)? Question capitale car, en Amérique Latine, les victoires populaires ont été conditionnées de façon constante par le ralliement d'une partie des troupes ou par la décomposition de l'armée et donc des classes dominantes (cas cubain). Enfin, quelle aurait été l'attitude du Brésil et des Etats-Unis?

Mieux vaut arrêter là les conjectures autour d'une polémique désormais privée d'actualité, mais qui a divisé la gauche durant tout le régime d'Allende.

## 3. DE LA CRISE À L'INTERVENTION MILITAIRE

La crise de l'économie chilienne est attribuable à de nombreux facteurs. Tout d'abord une dette extérieure énorme et une situation sociale tendue dans les mines, deux legs du gouvernement antérieur. Ensuite, une baisse du prix du cuivre, qui passe de 64 à 49 cents la livre sur le marché international, ainsi que les menaces de saisie à l'étranger. Egalement, la très faible augmentation de la production en face d'une demande gonflée par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses. Enfin, la suppression des crédits généralement accordés par les grandes banques internationales (Banque Mondiale, F.M.I., B.I.D., etc.)

Parallèlement aux difficultés économiques et s'en nourrissant, l'agitation sociale se développe, avec la grève des propriétaires de camions, soutenus à l'occasion par les commerçants, les employés de banque, infirmières et pilotes de ligne, ainsi que par les associations professionnelles des médecins, avocats et ingénieurs. Les négociations d'Allende avec la Démocratie Chrétienne n'aboutissant pas, il reste deux manières de sortir de l'impasse: le plébiscite constitu-

# de l'intervention au chili

(19) Mexique excepté: 0,7% du Produit National Brut en 1966-67 et 68. Au Chili, les dépenses militaires représentent 1,9% du P.N.B. en 1966, et 1,7% en 1969; Brésil: 2,6% du P.N.B. (1969); Argentine: 2,6% du P.N.B. (1969); Pérou: 3,2% du P.N.B. (1969). Voir *Les forces armées mondiales en 1970 — L'Amérique Latine*, Notes et Etudes Documentaires, La Documentation Française, sept. 1971, nos 3,812 - 3,813 - 3,816, pp. 81 à 92.

(20) Un autre tuerie sous la Présidence de Frei fera également plusieurs morts à la suite d'une occupation de terrain par des sans-logis à Puerto Molt, en 1968.

(21) U.S. Department of Defense, 1967 et 1971. Cité in NACLA'S, mars 72 no 3, p. 29 et Robert P. CASE, *El entrenamiento de militares latino-americanos en los Estados Unidos*, Aportes no 6, 1967, p. 55.

tionnel qui, en cas de victoire, permettrait au gouvernement de reprendre vigueur et d'acquérir les moyens légaux indispensables, ou le coup d'Etat.

## a) Extirper la "tumeur marxiste"

L'intervention militaire répond donc à ce climat de crise et d'affrontement social. Mais le caractère nettement idéologique du coup et la brutalité aveugle de la répression peuvent surprendre de la part d'une armée réputée pour son professionnalisme et qui n'avait certainement pas à se plaindre de la manière dont elle était traitée par la Présidence: entre autres choses, les dépenses militaires chiliennes, traditionnellement plus réduites que celles des autres pays latino-américains par rapport à leur Produit National Brut (19) sont passées de 116 millions de dollars en 1969 à 167 millions l'année suivante.

Mais on a vu comment la droite avait su progressivement purger de ses principaux éléments loyalistes ou des sympathisants de la gauche une armée où les conflits politiques aigus de la société ne pouvaient manquer de se répercuter. Une première tentative de coup d'Etat avait par ailleurs permis de repérer les éventuels réfractaires. Quant au Général Pinochet qui succède à Pratts à la tête des forces armées, il aurait, semble-t-il, présidé aux fusillades (20) qui se soldèrent par plusieurs morts et des dizaines de blessés, lors d'une grève à la mine El Salvador (1966).

La polarisation de la société en deux camps irréductibles, et l'élimination des éléments loyalistes de l'armée excluent donc toute intervention teintée d'apolitisme et visant à la réconciliation et au compromis forcés des groupes politiques. Par ailleurs, la mise en selle d'une équipe démocrate-chrétienne appuyée par la droite se serait heurtée rapidement à la même impossibilité de gouverner que celle du Président Allende ces derniers mois. Les militaires sont donc condamnés à extirper la "tumeur marxiste" par la violence et à se donner l'idéologie correspondant à la situation, avant de remettre — peut-être — le pouvoir à celui qui les comprend si bien. En attendant, les projets constitutionnels vont bon train et les corporations professionnelles y trouveront leur compte, semble-t-il.

## b) Une idéologie sur mesure

Cette idéologie, les forces armées n'auront pas à la forger de toute pièce. Elle existe, porte le label "reconstruction nationale" et est mise en bouteille à l'École des Amériques, au Centre de Tactiques de Guerrilla et Contreguerrilla (Fort Gulick, Canal de Panama) et, de façon moins spécifique, à l'Académie Internationale de Police (Washington) ou dans d'autres écoles des Etats-Unis. Et, si en 1971 la mission militaire américaine au Chili ne compte que 33 membres, il est vrai aussi qu'entre 1950 et 1965 pas moins de 2,613 militaires chiliens ont subi un entraînement aux Etats-Unis ou dans une base U.S.; dans la période comprise entre 1950 et 1970, ce nombre s'élève à 4,374 (21). De ce point de vue, la présidence de Frei a marqué une étape, puisque c'est à partir de 1966 que les militaires chiliens ont commencé à être entraînés en grand nombre dans la zone du Canal de Panama, où l'on se spécialise dans la lutte antiguerrilla.

L'objectif officiel de l'aide militaire américaine sous ses diverses formes est le maintien de la sécurité interne des pays latino-américains. La réalisation de ce but comporte plusieurs facettes qui vont des techniques de la lutte antiguerrilla urbaine ou rurale (notamment action psychologique, infiltration, cueillette de renseignements et provocation) à l'Action Civique axée sur la participation des militaires à des travaux d'infrastructure (communication et transport, agriculture, hygiène et santé, etc.) en vue de prévenir un appui éventuel à la guerrilla. Par ailleurs, la notion de sécurité interne désigne comme subversives des activités qui peuvent être bien éloignées de la lutte armée. Enfin, la sécurité interne ne saurait être abstraite des facteurs économiques, sociaux, politiques ou idéologiques qui la conditionnent. Ainsi se trouvent légitimés non seulement le coup d'Etat, mais aussi l'accaparement du pouvoir par l'institution militaire, tendance récente mais très nette en Amérique du Sud. Les boss de l'I.T.T. peuvent dormir tranquilles. ●

Les Agences  
Internationales  
de  
Développement

# pas de fonds pour Allende



par  
**Louise Lavigne**

Sous la présidence d'Allende, le Chili dut affronter parmi tant d'autres problèmes des difficultés de financement externe, les agences internationales de développement ne lui ayant accordé aucun prêt pour ses projets de développement.

Selon le rapport annuel du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), le Chili aurait reçu US \$111,6 millions en aide financière pour l'année 1971. Cette aide, ou plutôt cet *apport* au développement, comprend les fonds accordés par certains pays directement à travers leurs agences nationales de développement ainsi que les déboursés de prêts consentis avant 1970 par les organismes internationaux. Cependant, aucun projet soumis depuis 1970 ne s'est vu attribuer par ces organismes des crédits permettant son exécution.

Ce fait, d'une importance relative dans l'ensemble des mesures prises pour bloquer l'économie chilienne, est cependant révélateur du rôle des Etats-Unis dans les organisations internationales s'occupant de développement et aussi

\* Diplômée en Développement International de l'Université d'Ottawa, Madame Louise Lavigne est de retour d'un stage d'étude de deux mois à la Banque Interaméricaine de Développement à Washington.

démystificateur de la valeur de la coopération internationale. L'examen des mécanismes au service de ces organisations, ainsi que celui des arguments fournis par ceux-ci par rapport à cet état de fait, jettera un peu plus de clarté sur ces grandes bureaucraties "distributrices" d'aide au développement.

## Les pourvoyeurs d'aide

L'Amérique latine est desservie par deux grandes pourvoyeuses d'aide, la *Banque Mondiale* et la *Banque Interaméricaine de Développement*.

La première fut créée après la première guerre mondiale dans le but d'accroître la prospérité du monde, laquelle assurerait la stabilité politique et la paix entre les nations. Les Etats-Unis possèdent 27,36% des parts de cette banque et 24,44% des voix de sont attribuées.

La seconde, fondée en 1959, fut la première banque régionale de développement et comprend 22 Etats latino-américains ainsi que les Etats-Unis (39,97% des parts) et le Canada (membre depuis 1972). Son but est de "contribuer à l'accélération du processus de développement économique des pays membres, individuellement et collectivement".

Au Chili, le Groupe de la Banque Mondiale avait financé des projets de développement pour un total cumulatif de US \$274,84 millions. Ces projets concernaient surtout la production d'énergie électrique, l'expansion industrielle et l'amélioration des transports.

De son côté, la Banque Interaméricaine de Développement avait financé 59 projets totalisant US \$312,032 millions surtout dans le secteur minier, dans l'agriculture et le développement urbain.

Ce n'est pas tant la valeur quantitative des prêts accordés par ces deux banques qui détermine leur importance dans l'économie du pays, mais plutôt le fait que ces prêts sont généralement versés en dollars US et permettent l'achat d'équipement et de services sur les marchés internationaux.

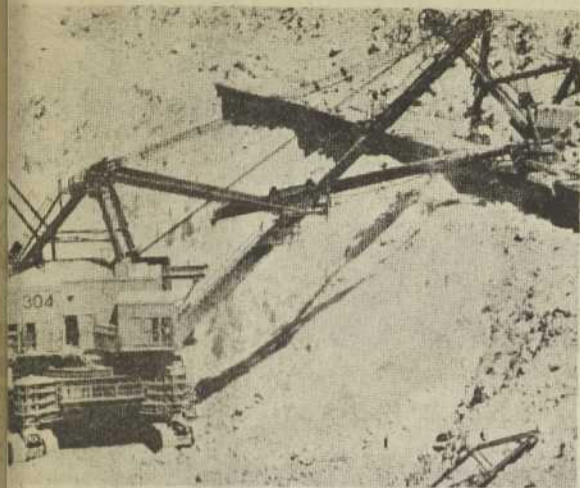
Pourquoi des organisations de développement, créées selon de si nobles principes, cessent-elles d'accorder toute aide à un pays qu'elles avaient auparavant appuyé financièrement? La réponse à cette question est connue de tous; cependant, elle ne coïncide avec les raisons invoquées par ces agences.

## De l'utilité d'une grande bureaucratie

Pour couper les fonds au Chili, la Banque Mondiale n'eut pas recours à l'article VI de ses *Statuts* lui permettant de suspendre ses opérations dans un pays par une décision des Administrateurs. Cela aurait équivalu à reconnaître le caractère politique de sa décision. Elle invoqua plutôt une de ses politiques qui est de ne pas accorder de crédits aux pays en conflit avec d'autres pays membres sur des questions de nationalisation d'investissements étrangers. Selon monsieur Alfonso Inostroza, porte-parole chilien devant l'assemblée annuelle de 1972 du Conseil des Gouverneurs de la Banque Mondiale, cette politique n'existe pas dans les *Statuts* et elle a été créée de toutes pièces pour éviter que la question ne soit présentée devant le Conseil des Administrateurs ou celui des Gouverneurs.

Toujours selon monsieur Inostroza, le Chili aurait soumis à la Banque Mondiale des projets répondant aux exigences de celle-ci en ce qui concerne la justification économique et la rentabilité financière des dits projets.

Voilà donc le second argument fourni par les deux banques et surtout par la Banque Interaméricaine de Développement: celui de rencontrer des exigences économiques et techniques. Le procédé est fort bien connu des gens familiers avec les grandes administrations: il consiste à freiner ou ralentir ou même empêcher totalement la présentation d'un projet au Conseil en vue de son acceptation. Il suffit qu'une directive soit donnée pour qu'un projet ne passe jamais la barrière des différentes évaluations, économiques, financières, techniques et légales.



Or, avant 1970, le Chili s'était vu approuver un nombre élevé de projets, et des conversations avec des fonctionnaires travaillant dans ces banques nous ont appris que le Chili était considéré comme l'un des pays latino-américains présentant des projets bien formulés et remplissant habituellement toutes les exigences. Un pays pouvant disposer d'organismes nationaux de planification bien structurés et des compétences nécessaires à l'identification et la préparation des projets de développement.

De plus, le gouvernement d'Allende avait présenté en 1971 au Comité Interaméricain de l'Alliance pour le Progrès (CIAP) un rapport détaillé de la situation économique et les intentions de ce gouvernement concernant le développement. Ce Comité est composé de représentants de l'OEA, de la BID et de la Banque Mondiale et reçoit, pour examen, les rapports des pays latino-américains. Il étudie les possibilités de financement des projets soumis, lesquelles font l'objet d'un autre document-réponse au rapport national. Or, le rapport chilien de 1971 ne se vit gratifier d'aucune réponse . . .

La Banque Interaméricaine de Développement parle aussi dans ses documents officiels de la situation économique chilienne, la qualifiant de "délicate". Cette "délicatesse" serait due à une augmentation de la dette extérieure, à la chute du prix du cuivre et à la réduction des nouveaux investissements venant de l'extérieur. C'est aussi à cause de cette "délicatesse" que le Chili sera considéré par la BID comme ne pouvant se porter garant des prêts (cette garantie du gouvernement est une clause dans tout contrat de prêt des deux banques).

A cet argument de la BID, il est possible de répondre, en premier lieu, que le gouvernement Allende avait toute la capacité légale pour garantir les prêts; qu'en fait, ce dit gouvernement remboursait assidûment les dettes contractées antérieurement et qu'en Amérique latine, les hommes au pouvoir changent, mais les dettes demeurent et sont honorées par les gouvernements ultérieurs. En second lieu, il faut noter que le Chili avait accusé en 1971 une croissance globale de son économie de 8% et que le chômage pour la même époque avait diminué de moitié. Enfin, il faut souligner que cette situation jugée "délicate" par une Banque de développement n'a pas effrayé un grand nombre de pays qui ont continué d'accorder au Chili des prêts pour son développement.

Selon une nouvelle parue dans le Devoir du 1er mars 1972, la ITT avait demandé aux Etats-Unis, entre autres choses, la suppression des prêts internationaux en réaction aux mesures prises par le gouvernement Allende. Ceci fut accordé avec diligence par les Etats-Unis qui, de par leur influence dans la Banque Mondiale et la BID, ont contrecarré l'acheminement des projets chiliens; évitant ainsi aux autres pays membres de ces banques d'avoir à prendre position sur la question du droit qu'ont les agences internationales de développement de pénaliser les pays qui tentent de briser les liens de leur dépendance.

Il apparaît clairement que les deux institutions financières de développement en Amérique latine se sont cachées derrière de faux paravents. Elles se défendent de prendre en considération les questions politiques. Pourtant, lorsqu'elles se présentent, elles les réduisent à des questions économiques et techniques qui ne supportent pas longtemps un examen plus approfondi. Des économistes latino-américains travaillant dans ces institutions et conscients du jeu des forces disaient, en apprenant la nouvelle du coup d'Etat, le 11 septembre: "Les projets chiliens qui traînaient sur les tablettes seront bientôt dépoussiérés et très probablement approuvés . . ." En tant que techniciens du développement latino-américain, ils connaissent les grands problèmes de ce continent. Cependant, ils se retrouvent impuissants quand les meneurs du jeu en changent les composantes . . .

La coopération internationale est faite d'intentions et de pratiques dont la cohérence et la coordination dépendent, en définitive, des intérêts à préserver et des buts à atteindre. ●



## Du poids de la patte d'un éléphant

par Daniel Gay et Jorge Aviles\*

# le coup d'état

## et ses répercussions en Amérique latine

Toute analyse sérieuse des antécédents, de la dynamique et des conséquences du coup d'Etat militaire du 11 septembre au Chili devra s'inspirer de données précises sur les caractéristiques de la crise de l'*Allendisme* et sur la conjoncture nationale et internationale. Sous ce rapport, un certain recul historique s'avère nécessaire.

Par conséquent, les quelques réflexions qui vont suivre constituent ni plus ni moins qu'une tentative, peut-être prématurée, de dresser un inventaire, forcément incomplet, des répercussions du renversement du gouvernement du président Salvador Allende et du régime de l'Unité Populaire sur les autres pays d'Amérique latine.

Notre postulat est que les événements récents qui ont bouleversé l'échiquier politique au Chili continueront sans doute de marquer l'histoire socio-économique de ce pays, dans les années à venir, et auront un impact, direct ou indirect, tant au niveau du système de relations entre pays latino-américains qu'à l'intérieur même de ces pays.

### 1

En premier lieu, nous proposons quelques hypothèses pertinentes par rapport au "comportement" du militarisme de droite au Chili, au cours des prochaines années, tout en ayant à l'esprit les similitudes que présente ce pays, par exemple avec le Brésil, le Paraguay et la Bolivie.

En accentuant les conflits d'intérêts entre les coalitions formées, d'une part par la classe ouvrière organisée, l'intelligentsia et une bonne partie du bas clergé catholique et, d'autre part, par la bourgeoisie commerciale-agraire, les fonctionnaires et les professionnels, le processus politique chilien contribua à dégager le profil de la stratification sociale. L'"heure des définitions" arrivée, la droite et la gauche s'affronteront désormais comme elles devaient s'affronter surtout de 1972 à septembre 1973. Les niveaux intermédiaires seront neutralisés de façon successive.

\*Daniel Gay est professeur au département de sociologie de l'Université Laval et Jorge Aviles est professeur au département de sciences politiques de la même université.



Au plan international, le processus chilien offrit également à ces coalitions de classes l'occasion de se définir face à la nécessité d'entreprendre la lutte contre l'impérialisme interne et externe. On connaît la suite. . .

Partant de l'hypothèse qu'aucun changement fondamental ne surviendra — du moins, à brève échéance — au niveau de ce rapport de forces, nous pensons que la situation au Chili, et dans d'autres pays latino-américains à régime néo-fasciste pourrait évoluer suivant deux directions.

Dans une première, on assisterait à la consolidation croissante d'un régime qui présente dès lors les caractéristiques suivantes: alliance du pouvoir militaire avec une bourgeoisie commerciale et agraire réintégrée dans ses privilèges économiques, financiers et sociaux; formation d'un appareil administratif d'Etat dépendant des services d'un personnel nettement "apolitique", soumission de la bureaucratie ecclésiastique — à l'exception sans doute des "curés révolutionnaires"; appui technique, et surtout financier et militaire, de la part des Etats-Unis ou d'autres puissances impérialistes comme le Brésil des généraux; enfin, "présence" d'un Etat policier qui sera tenté de réprimer, au nom de "la loi et l'ordre", toute contestation contraire aux dictats de la bourgeoisie militaire et civile.

Dans cette perspective, le Chili — et les autres dictatures de droite à naître — s'ajoutera à la liste déjà longue des systèmes recolonisés par un centre économiquement dominant et maintenus en place grâce à l'action d'un régime militaire de type néo-fasciste.

Une autre possibilité: ce serait l'"ouverture" du pouvoir militaire à des représentants de certains secteurs de la bourgeoisie nationale et de ses alliés parmi les intellectuels et les religieux; la multiplication de programmes de type réformiste dans les domaines économique et social; l'utilisation croissante du schème politique, revu et corrigé, qui prédominait dans les années antérieures à 1970, mais désormais dépourvu des institutions parlementaires et des partis politiques; la relative indifférence face aux réclamations de l'extrême-droite et la répression adoucie des forces populaires qui donnèrent leur appui au gouvernement de l'Unité populaire; l'arrêt du processus de nationalisation des richesses naturelles; le contrôle sévère de la participation populaire et la création d'autres formes symboliques de représentation; la réaffirmation, enfin, du rôle de *pays dépendant*.

Ces deux types d'évolution possible sont susceptibles de provoquer l'éclatement des régimes militaires de droite et d'affaiblir du même coup l'hégémonie de la bourgeoisie militariste.

Dans le premier cas, l'action répressive du régime et les contradictions internes du système peuvent engendrer des activités révolutionnaires de nature à en saper les fondements.

L'échec auquel aboutirait la seconde stratégie découlera, non pas du succès de l'action révolutionnaire en tant que tel, mais surtout de l'incompétence même du système à institutionnaliser le changement et à se définir face aux exigences croissantes des aliénés. Dans cette perspective, l'échec du système favoriserait l'émergence d'éléments révolutionnaires qui, rejetant les modèles usés de développement, proposeraient des solutions appropriées aux problèmes politiques, économiques et sociaux du pays.

En résumé, l'on peut s'attendre à ce que les événements que nous venons d'évoquer caractérisent également l'histoire politique des autres pays d'Amérique latine qui, d'ailleurs, font face aux mêmes problèmes de dépendance externe et de colonialisme interne que l'actuel Chili des généraux.

## 2

Dans un autre ordre d'idées, le renversement du gouvernement du président Allende constitue une victoire pour le sous-impérialisme pratiqué par les militaires brésiliens. Au nom de la doctrine des "frontières idéologiques," ceux-ci se croient autorisés à intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures d'un pays qui manifesterait des vellétés d'indépendance politique et économique.

En réalité, les Etats-Unis ne sentent plus la nécessité d'intervenir directement en Amérique latine; ils peuvent continuer à imposer l'ordre interaméricain — c'est-à-dire la *pax americana* par l'intermédiaire du Brésil des généraux. Sous ce rapport, le viol du régime chilien aura pour



## le coup d'état

effet de limiter sérieusement les "chances de survie" du programme justicialiste de Péron en Argentine. En effet, l'Argentine est désormais encerclée par le Chili, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et le Pérou. Dans ces pays, les militaires adhèrent à la doctrine des "frontières idéologiques".

Par ailleurs, le renversement d'Allende fera probablement ressortir davantage les failles que la confrontation des intérêts économiques concurrentiels (Brésil et Colombie pour le café), les différends nés de la récupération des richesses naturelles (absence de soutien aux gouvernements latino-américains engagés dans la lutte contre les monopoles étrangers: Pérou vs International Petroleum Company) et la politique des frontières territoriales (Pérou, Equateur, Chili) ont déjà provoquées dans l'édifice de la "solidarité latino-américaine."

En effet, désormais l'Amérique latine sera divisée en deux camps hostiles: d'un côté, le camp des tenants de la doctrine impérialiste des "frontières idéologiques" (Brésil, Paraguay, etc), de l'autre, les pays de langue espagnole, regroupés pour la plupart dans le "secteur andin" qui, à l'instar du Mexique, sont hostiles aux visées et à l'expansion du sous-impérialisme brésilien.

Dans la mesure où les failles de la "solidarité latino-américaine" sont de nature à faciliter la pénétration croissante du dollar canadien et nord-américain dans les Antilles et en Amérique du Sud, on peut dire que le renversement du gouvernement de Salvador Allende, suivi de la reconnaissance formelle de la junte militaire, s'insérait dans un plan rationnel de contrôle à long terme de l'hémisphère.

Sous ce rapport, l'aventure de l'Allendisme aura été "fonctionnelle" . . .

### 3

Mais on peut interpréter différemment la fonctionnalité de l'échec de l'Unité Populaire. Allende a commis des erreurs; il en est de même de la gauche révolutionnaire.

Il est donc fort probable que les leaders ou les organisations révolutionnaires, au Chili et ailleurs en Amérique latine, s'ingénieront à tirer profit de ces erreurs, tout en se rappelant la prédiction de Che Guevarra: "Les Etats-Unis ont appris leur leçon; ils ne permettront jamais qu'un autre Cuba s'installe en Amérique latine."

Ironiquement, le complot Brésil-USA ourdi contre l'exercice de la volonté populaire au Chili aura fait à la "révolution dans la liberté" des funérailles solennelles et, du même coup, dramatisé la valeur symbolique et tactique de la guérilla en tant qu'instrument significatif de changement dans le sous-continent.

### 4

Enfin, on peut prévoir que la crise du Chili — au fond, elle est l'expression renouvelée de la volonté de puissance de l'"élite du pouvoir" nord américaine et latino-américaine — aura également des répercussions au niveau du

"management" des sciences humaines dans les universités de l'hémisphère.

Déjà, de nombreux sociologues, politicologues et anthropologues latino-américains (1) ont démontré en quoi l'utilisation, au niveau des universités et autres centres de recherche en Amérique latine, de modèles théoriques (e.g., diffusionnisme culturel, structuro-fonctionnalisme, théorie générale de l'action, "fin des idéologies") et de méthodes et techniques en honneur aux Etats-Unis et dans d'autres pays industrialisés, constitue l'"opium des intellectuels" du sous-continent.

Essentiellement, ces instruments ne permettent de décrire et d'interpréter la réalité latino-américaine — si différente pourtant de la réalité des pays industrialisés — qu'en fonction de la politique étrangère et militaire des Etats-Unis et des intérêts immédiats des compagnies multinationales.

Qui pis est, des latino-américains, et en particulier, des assistants de recherche, se trouvent engagés dans la cueillette de données qui, selon le propre témoignage du général Austin W. Betts, de la Section de Recherche et Développement de l'Armée américaine, "seront probablement utilisées en vue de renforcer notre position militaire" en Amérique latine. (2)

Ainsi, l'intellectuel latino-américain a fait le jeu de l'impérialisme américain. Depuis quelques années toutefois, quelques intellectuels du sous-continent ont pris conscience de cette forme particulière d'aliénation. Il en est résulté une guerre d'usure entre les latino-américains authentiques et ceux de leurs compatriotes plutôt intéressés à accumuler des fonds de recherche à tout prix.

Par ailleurs, on assiste à une certaine réaction violente de la part des premiers à l'égard des signes de la dépendance culturelle, diffusés de l'extérieur.

Le renversement du gouvernement d'Allende et du régime de l'Unité Populaire aura contribué à accroître la résistance à l'invasion de "modèles de développement" en Amérique latine. ●

(1) Par exemple, Pablo Gonzales Casanova, *La sociología de la explotación*, Mexico: Siglo XXI, 1969; Juan E. Corradi, "Cultural Dependence and the Sociology of Knowledge: The Latin American Case," *International Journal of Contemporary Sociology*, vol. 8, No. 1, jan. 1971, pp. 35-55; T. Dos Santos, "Crisis de la Teoría del Desarrollo y las Relaciones de Dependencia en América latina," *Boletín del CESO*, Oct.-Nov., 1968; Jorge Graciarena, "Notas para una discusión sobre la Sociología de los Intelectuales en América latina," *América Latina*, Nos 2 et 3, avril-septembre 1970, pp. 63-69; et Ignacio Sotelo, "Sociología y sociologías en la encrucijada actual de la América latina," *Revista Mexicana de Ciencia Política*, Jan.-Mars, 1972, pp. 83-100.

(2) Voir North American Council on Latin America, *The Military-Industrial-Academic-Police Complex*. A directory of related documents, New York, 1970, p.10.

Théologien rigoureux et attentif à la dimension historique des questions les plus actuelles, V. Harvey est aussi un homme de la communication. Dans les dernières années de sa vie, il choisit d'exprimer sa pensée sous forme journalistique. Présent aux points chauds où se vivent les enjeux de la collectivité, il est vite saisi par le sens de l'événement. C'est de ce saisissement, de la reprise d'une réflexion sous le défi des circonstances dont ce livre rend l'intéressant témoignage. Il évoque le commencement et l'enracinement d'une théologie qui se fait ici au Québec, dont l'actualité fournit la matière et l'inspiration: bâtir modestement, au jour le jour, une interprétation chrétienne du temps présent.

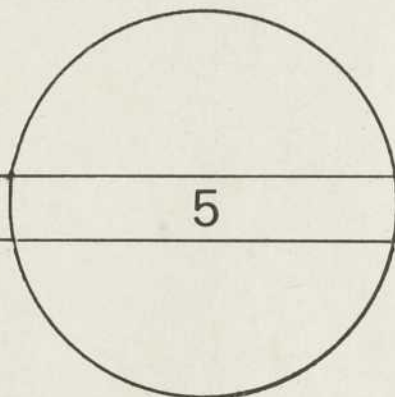
Les articles du présent recueil attestent des remises en question d'une théologie contemporaine qui exprime la foi et l'insertion communautaire des croyants d'aujourd'hui dans le langage fraternel que l'auteur veut partager avec tous les hommes. Mais comme le suggère l'article qui a donné son titre au présent volume, si *l'homme d'espérance* doit avoir un regard neuf et libre, il doit aussi "se souvenir que le présent doit assumer le passé et qu'il n'existe pas de projet ouvert vers le futur et de création possible où l'héritage serait absent... l'impatience retarde la manifestation de l'espérance... tôt ou tard, il faut revenir en arrière pour récupérer les valeurs échappées en chemin".

Un volume de 276 pages,  
en vente  
dans toutes les librairies  
et chez FIDES,  
245 est, boulevard Dorchester,  
Montréal 129.  
(\$5.00)

vincent harvey

# l'homme d'espérance

recueil d'articles (1960-1972) réunis par  
l'équipe de la revue "Maintenant"



héritage et projet

## Maintenant

### Abonnés mécontents

**Attention:** Si vous êtes de ceux qui reçoivent leur numéro avec des délais inacceptables, aidez-nous à en constituer la preuve auprès du Ministère des Postes en nous réexpédiant la formule ci-jointe:

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Numéro du mois de \_\_\_\_\_

Date de réception à domicile \_\_\_\_\_

Retournez la formule complétée à:

Revue Maintenant  
2765 Côte Ste Catherine  
Montréal H3T 1B5

# AS-TU DEUX MINUTES?

Lis-donc  
**QUÉBEC-PRESSE**  
dimanche...



PBR  
M-15

9

\$